



Comptes consolidés

Exercice 2017

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	2017	2016
Revenu		9 690	9 733
Charges de personnel	3	(5 977)	(6 059)
Autres charges opérationnelles	4	(2 047)	(1 992)
Marge opérationnelle avant amortissements		1 666	1 682
Dotations aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	5	(161)	(166)
Marge opérationnelle		1 505	1 516
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	5	(73)	(79)
Pertes de valeur	5	(115)	(1 440)
Autres produits et charges non courants	6	(1)	12
Résultat opérationnel		1 316	9
Charges financières	7	(101)	(107)
Produits financiers	7	50	33
Coût de l'endettement financier net	7	(51)	(74)
Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions	7	(66)	(108)
Autres charges et produits financiers	7	(10)	-
Résultat avant impôt des entreprises consolidées		1 189	(173)
Impôt sur le résultat	8	(312)	(342)
Résultat net des entreprises consolidées		877	(515)
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	13	(5)	(5)
Résultat net		872	(520)
Dont :			
- Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		10	7
- Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe		862	(527)
Données par action (en euros) – Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe			
	9		
Nombre d'actions		226 384 707	223 498 871
Bénéfice net par action		3,81	(2,36)
Nombre d'actions – dilué		230 673 578	223 498 871
Bénéfice net par action – dilué		3,74	(2,36)

Etat de résultat global consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	2017	2016
Résultat net de la période (a)	872	(520)
Eléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat		
- Gains (et pertes) actuariels sur régime à prestations définies	13	(4)
- Impôts différés relatifs aux éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat	28	14
Eléments du résultat global susceptibles d'être reclassés en résultat		
- Réévaluation des actifs disponibles à la vente et instruments de couverture	(9)	31
- Ecart de conversion de consolidation	(597)	100
Total des autres éléments du résultat global (b)	(565)	141
Résultat global de la période (a) + (b)	307	(379)
Dont :		
- Résultat global de la période attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	5	7
- Résultat global de la période attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	302	(386)

Bilan consolidé

(en millions d'euros)	Notes	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Actif			
Écarts d'acquisition nets	10	8 450	9 150
Immobilisations incorporelles nettes	11	1 124	1 345
Immobilisations corporelles nettes	12	590	640
Impôts différés actifs	8	130	150
Titres mis en équivalence	13	64	87
Autres actifs financiers	14	169	182
Actifs non courants		10 527	11 554
Stocks et en-cours de production	15	385	406
Clients et comptes rattachés	16	9 750	10 010
Autres créances et actifs courants	17	649	698
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	2 407	2 228
Actifs détenus en vue de leur cession	2	62	-
Actifs courants		13 253	13 342
Total de l'actif		23 780	24 896
Passif			
Capital		92	90
Réserves consolidées, part du Groupe		5 864	5 965
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	19	5 956	6 055
Participations ne donnant pas le contrôle		2	10
Total capitaux propres		5 958	6 065
Dettes financières à plus d'un an	22	2 780	3 028
Impôts différés passifs	8	419	649
Provisions à long terme	20	591	556
Passifs non courants		3 790	4 233
Fournisseurs et comptes rattachés		11 541	11 992
Dettes financières à moins d'un an	22	350	283
Dettes d'impôts sur les sociétés		204	88
Provisions à court terme	20	107	130
Autres dettes et passifs courants	23	1 814	2 105
Passifs détenus en vue de leur cession	2	16	-
Passifs courants		14 032	14 598
Total du passif		23 780	24 896

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	2017	2016
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net	872	(520)
Neutralisation des produits et charges calculés :		
Impôt sur le résultat	312	342
Coût de l'endettement financier net	51	74
Moins-values (plus-values) de cession d'actifs (avant impôt)	-	(9)
Dotation aux amortissements et pertes de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	349	1 685
Rémunérations fondées sur des actions	55	55
Autres produits et charges calculés	74	115
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	5	5
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	2	3
Impôt payé	(264)	(257)
Intérêts financiers payés	(90)	(106)
Intérêts financiers encaissés	52	40
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité ⁽¹⁾	69	(355)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (I)	1 487	1 072
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(136)	(173)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	5	7
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	2	(12)
Acquisitions de filiales	(289)	(240)
Cessions de filiales	1	7
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (II)	(417)	(411)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(170)	(193)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(10)	(20)
Encaissements provenant de nouveaux emprunts	19	513
Remboursement des emprunts	(27)	(517)
Rachats de participations ne donnant pas le contrôle	(35)	(44)
(Achats)/Ventes nets d'actions propres et de BSA	(291)	24
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (III)	(514)	(237)
Incidence des variations de taux de change (IV)	(379)	126
Variation de la trésorerie consolidée (I + II + III + IV)	177	550
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1 ^{er} janvier	2 228	1 672
Soldes créditeurs de banques au 1 ^{er} janvier	(25)	(19)
Trésorerie à l'ouverture (V)	2 203	1 653
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre (note 18)	2 407	2 228
Soldes créditeurs de banques au 31 décembre (note 22)	(27)	(25)
Trésorerie à la clôture (VI)	2 380	2 203
Variation de la trésorerie consolidée (VI – V)	177	550
<i>(1) Détail de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</i>		
Variation des stocks et en-cours de production	(17)	28
Variation des créances clients et autres créances	(693)	(222)
Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions	779	(161)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	69	(355)

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Nombre d'actions en circulation	(en millions d'euros)	Capital social	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Réserve de conversion	Réserve de juste valeur	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
221 323 901	1^{er} Janvier 2016	89	3 262	2 928	155	122	6 556	27	6 583
	Résultat net			(527)			(527)	7	(520)
	Autres éléments du résultat global nets d'impôts				100	41	141		141
	Total des produits et charges de la période			(527)	100	41	(386)	7	(379)
2 742 448	Dividendes	1	161	(355)			(193)	(20)	(213)
462 580	Rémunérations fondées sur des actions nettes d'impôts			58			58		58
	Effet des acquisitions et des engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle			(4)			(4)	(4)	(8)
199 619	Exercice des Bons de Souscription d'Actions		6				6		6
639 236	Achats/Ventes d'actions propres			18			18		18
225 367 784	31 décembre 2016	90	3 429	2 118	255	163	6 055	10	6 065
	Résultat net			862			862	10	872
	Autres éléments du résultat global nets d'impôts				(592)	32	(560)	(5)	(565)
	Total des produits et charges de la période			862	(592)	32	302	5	307
3 992 216	Dividendes	2	242	(414)			(170)	(10)	(180)
383 457	Rémunérations fondées sur des actions nettes d'impôts			53			53		53
	Effet des acquisitions et des engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle			7			7	(3)	4
306 665	Exercice des Bons de Souscription d'Actions		9				9		9
(3 754 317)	Achats/Ventes d'actions propres			(300)			(300)		(300)
226 295 805	31 décembre 2017	92	3 680	2 326	(337)	195	5 956	2	5 958

Notes annexes aux états financiers consolidés

Note 1. Règles et méthodes comptables

En application du règlement européen N° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés au titre de l'exercice 2017 ont été établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS et les interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2017 telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

Les comptes de l'exercice 2017 sont présentés avec un exercice comparatif au titre de l'exercice 2016 également établi selon le même référentiel IAS/IFRS.

Les comptes ont été arrêtés par le Directoire en date du 2 février 2018 et examinés par le Conseil de Surveillance en date du 7 février 2018. Ils seront soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée Générale du 30 mai 2018.

1.1 Effet des normes IFRS et interprétations IFRIC applicables à compter du 1er janvier 2017 et impact des normes IFRS et interprétations IFRIC publiées et non encore en vigueur

Conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes IFRS et interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2017 et disponibles sur le site :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/legal_framework/regulations_adopting_ias_fr.htm

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, excepté pour les normes et interprétations décrites ci-dessous.

Application des nouvelles normes et interprétations

L'application par le Groupe des normes et interprétations suivantes, adoptées par l'Union Européenne et obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017, est sans impact majeur sur les états financiers du Groupe :

- Amendement à IAS 7 – Initiative concernant les informations à fournir sur l'état des flux de trésorerie
- Amendement à IAS 12 – Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes
- Améliorations annuelles des IFRS du cycle 2014 – 2016

Néanmoins, l'application de l'amendement à IAS 7 a conduit le Groupe à compléter les notes annexes par l'état de variation des dettes financières pour la note 22 « Emprunts et dettes financières ».

Application par anticipation

Au 31 décembre 2017, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de nouvelle norme ou interprétation.

Normes publiées par l'IASB dont l'application n'est pas obligatoire

Les principes appliqués par le Groupe ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des normes et interprétations suivantes n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017 :

- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ». Cette norme a principalement des impacts pour la comptabilisation des frais directement remboursables et pour la classification entre « agent » et « principal », notamment pour les activités de productions et pour certaines activités média.

- IFRS 9 et compléments à IFRS 9 « Instruments financiers : classification et évaluation des actifs financiers, option à la juste valeur pour les passifs financiers et comptabilité de couverture ». L'analyse des impacts potentiels de l'application de cette nouvelle norme sur les comptes consolidés du Groupe est en cours notamment en ce qui concerne la dépréciation des créances commerciales et la comptabilisation des swaps qualifiés de couverture de flux de trésorerie. Sur la base des analyses à ce jour, ces impacts devraient être peu significatifs.
- IFRS 16 « Contrats de locations » : les principaux impacts de cette norme portent sur les contrats de location immobilière. Les travaux permettant d'estimer les impacts de l'application de cette norme à compter du 1^{er} janvier 2019 ont été lancés au cours du premier semestre 2017. A ce stade, le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée d'IFRS 16 en même temps que d'IFRS 15.
- Interprétation IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée »
- Interprétation IFRIC 23 « Incertitudes relatives à l'impôt sur le résultat »

1.2. Principes et méthodes de consolidation

Monnaie de présentation des comptes consolidés

Publicis arrête et publie ses comptes consolidés en euros.

Participations dans les filiales

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Publicis Groupe SA et de ses filiales préparés au 31 décembre de chaque année. Les filiales sont consolidées à compter de la prise de contrôle par le Groupe et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe.

Le contrôle est exercé lorsque le Groupe est exposé, ou a des droits sur des rendements variables, et qu'il a la capacité d'exercer son pouvoir afin d'influer sur ces rendements.

Participations dans les entreprises associées

La participation du Groupe dans les entreprises associées est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Une entreprise associée est une entreprise dans laquelle le Groupe a une influence notable mais qu'il ne contrôle pas ; cette situation s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20 % et 50 % des droits de vote.

Une participation dans une entreprise associée est comptabilisée au bilan au coût d'acquisition augmenté ou diminué des variations de la quote-part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise détenue depuis l'acquisition, conformément à la méthode de la mise en équivalence. La participation du Groupe inclut l'écart d'acquisition, traité conformément à la méthode comptable présentée au paragraphe 1.3 ci-dessous. Le compte de résultat reflète la quote-part du Groupe dans le résultat après impôt de l'entreprise associée.

Accords conjoints

Les partenariats qualifiés de coentreprises sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence dans la mesure où ils donnent uniquement un droit sur l'actif net de l'entité.

Opérations en devises étrangères

Les opérations en monnaies étrangères sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Tous les écarts sont enregistrés dans le compte de résultat à l'exception des écarts sur les prêts ou emprunts qui en substance font partie de l'investissement net dans une entité étrangère. Ceux-ci sont directement inscrits dans les capitaux propres jusqu'à la sortie de l'investissement net, date à laquelle ils sont reconnus en résultat.

Conversion des états financiers exprimés en devises étrangères

La monnaie de fonctionnement de chacune des entités du Groupe est la monnaie de l'environnement économique dans lequel l'entité opère. Les comptes des filiales situées à l'extérieur de la zone euro exprimés en devises locales sont convertis en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés, de la façon suivante :

- les actifs et les passifs sont convertis au cours de clôture ;
- le compte de résultat est converti au cours moyen de l'année ;
- les écarts de conversion résultant de l'application de ces différents taux sont inscrits, pour la part revenant au Groupe, dans le poste « Autres éléments du résultat global – Ecart de conversion de consolidation » et pour la part des tiers, dans le poste « Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) ».

L'écart d'acquisition et les ajustements à la juste valeur d'actifs et de passifs résultant de la comptabilisation d'une acquisition d'une entité étrangère sont exprimés dans la monnaie de fonctionnement de l'entreprise acquise et convertis au cours de clôture.

Éliminations des opérations internes au Groupe

Les opérations réalisées entre des filiales consolidées sont éliminées en totalité, ainsi que les créances et dettes qui en résultent. De même, les résultats internes au Groupe (résultats de cessions et dividendes internes, provisions sur filiales) sont éliminés du résultat consolidé, sauf en cas de perte de valeur.

1.3 Principes et méthodes comptables

Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010

Les traitements comptables s'appliquant aux regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2010 et pouvant toujours avoir un impact au 31 décembre 2017 sont les suivants :

- Les ajustements de prix étaient reconnus, à la date d'acquisition (prise de contrôle exclusif), si et seulement si, le Groupe avait une obligation actuelle, dont le règlement était probable et pouvait être estimé de manière fiable. Les changements d'estimation relatifs au montant de l'ajustement de prix affectaient le goodwill. Ces dispositions continuent à être appliquées aux variations postérieures au 1^{er} janvier 2010 des ajustements de prix relatifs à des regroupements d'entreprises antérieurs à cette date.
- Les engagements de rachats des participations ne donnant pas le contrôle étaient initialement comptabilisés en dettes pour la valeur actualisée du montant de rachat, avec pour contrepartie les participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) et pour le solde, l'écart d'acquisition ; la variation ultérieure de la valeur de l'engagement était comptabilisée par ajustement du montant de l'écart d'acquisition. Ces dispositions continuent à être appliquées aux variations ultérieures sur les engagements antérieurs au 1^{er} janvier 2010.

Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés de la manière suivante :

- les actifs identifiables acquis et passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition,
- la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires) est évaluée soit à la juste valeur, soit en retenant la quote-part de l'actif net identifiable comptabilisé de l'entité acquise. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque opération de regroupement d'entreprises.

Les coûts liés à l'acquisition sont constatés en charges de la période et sont présentés sur la ligne « Autres charges opérationnelles » du compte de résultat consolidé.

Les compléments de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont valorisés à la juste valeur à la date d'acquisition. Après la date d'acquisition, le complément de prix est évalué à sa juste valeur à chaque arrêté des comptes. A compter de la fin du délai d'affectation du prix d'acquisition qui intervient au plus tard un an à compter de la date d'acquisition, tout changement de cette juste valeur est constaté en

résultat. A l'intérieur du délai d'affectation, les changements de cette juste valeur explicitement liés à des événements postérieurs à la date d'acquisition sont également comptabilisés en résultat. Les autres changements sont comptabilisés en contrepartie de l'écart d'acquisition.

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition correspond à la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée, complément de prix inclus, augmentée du montant des participations ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise, ainsi réévaluée par le compte de résultat et,
- le solde net des montants des actifs identifiables acquis et passifs repris à la date d'acquisition et évalués à la juste valeur.

Si des impôts différés actifs n'ont pas été reconnus à la date d'acquisition, au motif que leur recouvrabilité était incertaine, toute comptabilisation ultérieure ou utilisation de ces impôts différés, au-delà du délai d'affectation, se fera en contrepartie du résultat (i.e. sans impact sur le montant reconnu en écart d'acquisition).

Engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle contractés concomitamment à des regroupements d'entreprises

Dans l'attente d'une interprétation IFRIC ou d'une norme IFRS spécifique, le traitement comptable suivant a été retenu en application des normes IFRS en vigueur et en conformité avec la recommandation de l'AMF :

- lors de la comptabilisation initiale, ces engagements sont comptabilisés en dettes financières pour la valeur actualisée du montant de rachat en contrepartie d'une diminution des capitaux propres,
- la variation ultérieure de la valeur de l'engagement (y compris l'effet d'actualisation) est comptabilisée par ajustement des capitaux propres, considérant qu'il s'agit d'une transaction entre actionnaires.

Acquisition complémentaire de titres avec prise de contrôle exclusif d'une entité préalablement sous influence notable

La prise de contrôle exclusif donne lieu à la constatation d'un résultat de cession calculé sur la totalité de la participation déjà détenue à la date de l'opération. La quote-part antérieurement détenue est ainsi réévaluée à sa juste valeur par le compte de résultat au moment de la prise de contrôle exclusif.

Acquisition complémentaire de titres après la prise de contrôle exclusif

Lors d'une acquisition complémentaire de titres d'une entité déjà contrôlée exclusivement, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés acquise est constaté en capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe en maintenant inchangée la valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale y compris l'écart d'acquisition.

Dans le tableau des flux de trésorerie, les acquisitions complémentaires de titres d'une entité déjà contrôlée sont présentées dans les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement.

Cession de titres sans perte de contrôle exclusif

Lors d'une opération de cession partielle de titres d'une entité contrôlée exclusivement, cette opération ne modifiant pas le contrôle exercé sur cette entité, l'écart entre la juste valeur du prix de cession des titres et la quote-part de capitaux propres consolidés que ces titres représentent à la date de leur cession est constaté en capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe en maintenant inchangée la valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale y compris l'écart d'acquisition.

Dans le tableau des flux de trésorerie, les cessions de titres sans perte de contrôle exclusif sont présentées dans les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement.

Cession de titres avec perte de contrôle exclusif et conservation d'une participation résiduelle

La perte de contrôle exclusif donne lieu à la constatation d'un résultat de cession calculé sur la totalité de la participation détenue à la date de l'opération.

Toute participation résiduelle conservée est ainsi réévaluée à sa juste valeur par le compte de résultat au moment de la perte de contrôle exclusif.

Projets de cession

En application de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les actifs et passifs des entités contrôlées détenues en vue de leur cession sont isolés sur des lignes distinctes du bilan.

Les actifs non courants reclassés cessent d'être amortis à partir de la date de leur reclassement.

Études, recherche et développement

Publicis comptabilise les dépenses d'études et de recherche en charges de l'exercice au cours duquel elles sont engagées. Ces dépenses se rapportent principalement aux éléments suivants : études et tests relatifs aux campagnes publicitaires, programmes de recherche sur le comportement des consommateurs et les besoins des annonceurs dans différents domaines, études et modélisations visant à optimiser l'achat d'espace des clients du Groupe.

Les dépenses de développement encourues sur un projet individuel sont activées quand sa recouvrabilité future peut raisonnablement être considérée comme assurée. Toute dépense activée est amortie sur la durée attendue des revenus futurs relatifs au projet.

Écarts d'acquisition

L'écart d'acquisition, dans le cas d'une prise de contrôle réalisée lors d'une transaction unique, est égal à la juste valeur de la contrepartie transférée pour acquérir les titres (y compris les éventuels compléments de prix qui sont évalués à la juste valeur à la date de prise de contrôle), plus la valeur des participations ne donnant pas le contrôle (celles-ci étant évaluées, au choix pour chaque regroupement, à la juste valeur ou à leur quote-part dans la juste valeur des actifs nets de l'entité acquise, moins la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à la date d'acquisition).

Les écarts d'acquisition inscrits au bilan ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation au minimum sur une base annuelle. Le test de dépréciation est réalisé pour la ou les unités génératrices de trésorerie auxquelles l'écart d'acquisition a été affecté en comparant la valeur recouvrable et la valeur comptable de la ou des unités génératrices de trésorerie. Le Groupe considère que l'unité génératrice de trésorerie est l'agence ou un regroupement d'agences.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est la valeur la plus élevée entre la juste valeur (généralement le prix de marché), nette des coûts de cession, et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux de trésorerie futurs actualisés. Les calculs s'appuient sur des prévisions de flux de trésorerie à cinq ans, un taux de croissance des flux à l'infini et une actualisation de l'ensemble des flux. Le taux d'actualisation retenu reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'unité génératrice de trésorerie.

Si les valeurs comptables de l'unité génératrice de trésorerie excèdent la valeur recouvrable, les actifs de l'unité génératrice de trésorerie sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont enregistrées au compte de résultat et imputées en priorité à l'écart d'acquisition sans pouvoir jamais être reprises, puis sur les autres actifs.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont enregistrées pour leur juste valeur à la date d'acquisition, séparément de l'écart d'acquisition si elles sont identifiables. Le caractère identifiable est démontré dès lors que l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- l'immobilisation incorporelle résulte de droits légaux ou contractuels,

- l'immobilisation incorporelle est séparable de l'entité acquise.

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de marques, de relations contractuelles avec les clients, de technologie, de bases de données d'adresses e-mails et de logiciels.

Les marques, considérées comme à durée d'utilité indéfinie, ne sont pas amorties. Elles font l'objet d'un test de dépréciation, au minimum, sur une base annuelle qui consiste à comparer leur valeur recouvrable et leur valeur comptable. Toute perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat.

Les relations contractuelles avec les clients, dont la durée d'utilité est déterminable, sont amorties sur leur durée d'utilisation, qui se situe généralement entre 10 et 40 ans. Elles font également l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur.

La technologie résulte de l'engagement du Groupe dans les activités digitales. Elle est amortie sur une période de 3 à 4 ans.

Les bases de données d'adresses e-mails sont utilisées dans le cadre de campagnes d'e-mailing direct. Ces bases sont amorties sur 2 ans.

La méthode utilisée pour la dépréciation des actifs incorporels est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés. Plus précisément pour les marques, le Groupe recourt à la méthode des "royalty savings" qui prend en compte les flux de trésorerie futurs que générerait la marque en terme de royalties en supposant qu'un tiers serait prêt à payer pour l'utilisation de cette marque. En ce qui concerne les relations contractuelles avec les clients, la méthode prend en compte les flux de trésorerie futurs actualisés générés par les clients. Les évaluations sont effectuées par des experts indépendants. Les paramètres utilisés sont cohérents avec ceux utilisés pour l'évaluation des écarts d'acquisition.

Les logiciels immobilisés comprennent des logiciels à usage interne ainsi que des logiciels à usage commercial, évalués soit à leur coût d'acquisition (achat externe) soit à leur coût de production (développement interne). Ils sont amortis sur leur durée d'utilité :

- ERP : 8 ans,
- Autres : 3 ans maximum.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le cas échéant, le coût total d'un actif est réparti entre ses différents éléments constitutifs qui ont des durées d'utilité différentes, chaque élément étant comptabilisé séparément et amorti sur une durée distincte.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée de chaque immobilisation. Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles les plus couramment pratiquées sont les suivantes (amortissements linéaires) :

- Constructions : 20 à 70 ans,
- Agencements des constructions, installations générales : 10 ans,
- Matériel de bureau, mobilier de bureau : 5 à 10 ans,
- Matériel de transport : 4 ans,
- Matériel informatique : 2 à 4 ans.

S'il existe un indice de perte de valeur, la valeur recouvrable des actifs corporels ou unités génératrices de trésorerie auxquelles appartiennent les actifs est comparée à la valeur comptable. Toute perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat.

Contrats de location

Les contrats de location financement, qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés au bilan dès l'origine du contrat de location pour le montant le plus faible entre la juste valeur du bien loué et de la valeur actualisée des paiements

minimaux. Ces biens sont enregistrés en immobilisations corporelles, avec inscription en contrepartie d'une dette financière. Ils sont amortis sur la durée la plus courte entre la durée du contrat et la durée d'utilité retenue pour un actif similaire détenu en pleine propriété. Au compte de résultat, les redevances de location financement sont remplacées par les intérêts d'emprunt et l'amortissement du bien. L'impact fiscal de ce retraitement de consolidation est pris en compte via la comptabilisation de l'impôt différé.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur ne transfère pas la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge dans le compte de résultat sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

Autres actifs financiers

Tous les investissements sont initialement comptabilisés à la juste valeur qui correspond au prix payé ou à la valeur des biens remis en paiement, augmentée le cas échéant des frais de transactions.

Après la comptabilisation initiale, les investissements classés dans les catégories "actifs détenus à des fins de transaction" ou "actifs disponibles à la vente" sont évalués à la juste valeur à la date de clôture. Les profits et pertes sur investissements détenus à des fins de transaction sont enregistrés en résultat. Les profits et pertes sur investissements disponibles à la vente sont comptabilisés en capitaux propres, sur une ligne spécifique, jusqu'à ce que l'investissement soit vendu ou jusqu'à ce qu'il soit démontré que l'investissement a perdu de la valeur de façon durable ou significative.

Les autres investissements à long terme destinés à être détenus jusqu'à leur échéance, tels que les obligations, sont par la suite évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour les investissements comptabilisés au coût amorti, les profits et pertes sont reconnus en résultat lorsque les investissements sont sortis de l'actif ou qu'ils ont perdu de la valeur, ainsi qu'au travers du processus d'amortissement.

Pour les investissements qui sont négociés activement sur des marchés financiers organisés, la juste valeur est déterminée par référence au prix de marché publié à la date de clôture. Pour les investissements pour lesquels il n'y a pas de prix de marché publié sur un marché actif, la juste valeur est déterminée par référence à la valeur de marché actuelle d'un autre instrument quasiment identique ou calculée sur la base des flux de trésorerie attendus de l'investissement.

Créances rattachées à des participations

Ce poste comprend les créances à caractère financier détenues par le Groupe sur des entreprises associées ou non consolidées.

Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, lorsqu'il existe, en raison de la situation financière des entités concernées, un risque de non recouvrement.

Stocks et en-cours de production

Dans ce poste figurent principalement les travaux en cours liés à l'activité publicitaire. Ceux-ci correspondent aux travaux techniques de création et de production (graphique, TV, radio, édition...) facturables au client mais non encore facturés. Ils sont enregistrés sur la base des coûts engagés et dépréciés lorsque leur valeur nette de réalisation devient inférieure à leur coût. Les travaux non facturables ou les coûts engagés pour le gain de nouveaux clients ne sont pas activés, sauf si la refacturation des coûts de réponse aux appels d'offre est prévue contractuellement. Pour apprécier la valeur nette de réalisation, les en-cours sont examinés au cas par cas et dépréciés en fonction de critères comme l'existence de litiges commerciaux avec le client.

Créances clients

Les créances sont enregistrées pour le montant initial de la facture. Celles qui présentent un risque de non recouvrement font l'objet d'une dépréciation. Les créances clients sont dépréciées au cas par cas en fonction de divers critères comme l'existence de difficultés de recouvrement, de litiges ou de la situation du débiteur.

Compte tenu des activités du Groupe, les créances clients sont à court terme. Néanmoins, toute créance dont l'échéance serait lointaine serait évaluée en calculant sa valeur actualisée.

Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats de couverture sur des devises étrangères et sur les taux d'intérêts pour couvrir ses positions actuelles ou futures contre le risque de change et de taux. Ces instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur qui est déterminée soit par référence aux prix de marché disponibles à la clôture, soit par application de modèles de valorisation intégrant des paramètres de marché à la date de clôture. La prise en compte du risque de contrepartie dans la valorisation des dérivés est sans impact significatif.

Dès lors que ces instruments financiers participent à une relation qualifiée comptablement de couverture, il convient de distinguer :

- les couvertures de juste valeur, qui couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé,
- les couvertures de flux de trésorerie, qui couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie futurs.

Concernant les couvertures de juste valeur relatives à un actif ou un passif comptabilisé, tout profit ou perte résultant de la réévaluation de l'instrument de couverture à sa juste valeur est comptabilisé immédiatement au compte de résultat. Parallèlement tout profit ou perte sur l'élément couvert vient modifier la valeur comptable de cet élément en contrepartie d'un impact au compte de résultat.

Concernant les couvertures utilisées pour couvrir des engagements futurs fermes ou hautement probables et qui remplissent les conditions pour l'application de la comptabilité de couverture (couverture de flux de trésorerie futurs), la partie du profit ou de la perte réalisée sur l'instrument de couverture qui est déterminée comme étant une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres. La partie inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat. Les profits et les pertes qui ont été comptabilisés en autres éléments du résultat global sont rapportés au compte de résultat de la période au cours de laquelle le risque couvert affecte le résultat, par exemple lorsque la vente prévue survient effectivement.

Pour les dérivés qui ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, tout profit ou perte résultant des variations de juste valeur est comptabilisé directement dans le résultat de l'exercice.

Les variations de juste valeur des instruments dérivés qui sont qualifiés de couverture de juste valeur sont comptabilisées en autres charges et produits financiers, comme les variations de valeur des éléments sous-jacents. La juste valeur des instruments dérivés est comptabilisée en autres créances et actifs courants et autres dettes et passifs courants.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois et les Sicav et fonds communs de placement monétaires soumis à un risque négligeable de changement de valeur, c'est-à-dire qui respectent les critères suivants : sensibilité au risque de taux inférieur ou égal à 0,25 et volatilité historique à 12 mois proche de zéro.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des soldes créditeurs de banques.

Actions propres

Les actions propres quelle que soit leur destination sont comptabilisées en déduction des capitaux propres pour leur coût d'achat par le Groupe.

Emprunts obligataires

- Emprunts obligataires simples :
Les emprunts obligataires sont initialement enregistrés à la juste valeur, qui correspond au montant reçu, net des coûts d'émission.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, les emprunts obligataires sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, qui prend en compte tous les coûts d'émission et toute décote ou prime de remboursement.

- Emprunts obligataires avec option de conversion et emprunts remboursables en actions :

Pour les emprunts obligataires convertibles en actions (Océanes) ou les emprunts remboursables en actions (Oranes) ou les emprunts avec bons de souscription d'actions (OBSA), la composante dette et la composante capitaux propres sont séparées dès leur comptabilisation initiale. La juste valeur de la composante dette à l'émission est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs contractuels en utilisant le taux de marché applicable pour un emprunt obligataire qui aurait été souscrit par la société aux mêmes conditions mais sans option de conversion.

La valeur de la composante capitaux propres est déterminée à l'émission par différence entre la juste valeur de la composante dette et la juste valeur de l'emprunt obligataire. La valeur de l'option de conversion n'est pas revue au cours des exercices ultérieurs.

Les frais d'émission sont répartis entre la part dette et la part capitaux propres sur la base de leurs valeurs comptables respectives au moment de l'émission.

La composante dette est ensuite évaluée sur la base du coût amorti.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque :

- le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé,
- il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
- le montant de la sortie de ressources peut être estimé de manière fiable. Si l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps étant comptabilisée en charge financière.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés et sont décrits en annexe lorsqu'ils sont significatifs, sauf dans le cas de regroupement d'entreprises où ils constituent des éléments identifiables.

- Provisions pour litiges

Le Groupe constitue une provision chaque fois qu'un risque lié à un procès ou litige de toute nature (commerciale, réglementaire, fiscale ou sociale) est identifié, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre ce risque et qu'une estimation fiable du coût lié à ce risque est possible. Dans de tels cas, le montant de la provision (y compris les pénalités liées) est déterminé par les agences et leurs experts, sous la supervision des services centraux du Groupe, sur la base de la meilleure estimation des coûts probables liés au procès ou litige.

- Provisions pour restructuration

Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné dans l'exercice lorsque ces mesures ont été décidées et annoncées.

Dans le cadre d'une acquisition, les plans de restructuration qui ne sont pas, lors de l'acquisition, des passifs pour l'entreprise acquise sont comptabilisés en charges.

Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux préretraites, au coût des préavis non réalisés comptabilisés en charges de personnel, ainsi qu'aux éventuelles mises au rebut d'immobilisations et d'autres actifs.

- Provisions sur engagements immobiliers

Une provision est constituée pour le montant des loyers et frais annexes à payer, net des recettes estimées de sous-locations, sur tout bien immobilier si le bien est sous-loué ou vacant, et n'est pas destiné à être utilisé dans le cadre des activités principales.

Une provision est également constituée dans le cadre d'un regroupement d'entreprises en cas d'existence de contrats de location immobilière conclus à des conditions moins favorables que les conditions de marché constatées à la date d'acquisition.

Engagements de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le Groupe comptabilise les engagements liés aux pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi en fonction de la qualification de ces régimes :

- à cotisations définies : les montants des contributions du Groupe à ces cotisations versées sont comptabilisés en charges de la période.
- à prestations définies : l'engagement au titre des régimes à prestations définies est déterminé séparément pour chaque régime en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. Les gains et pertes actuariels relatifs aux régimes postérieurs à l'emploi générés durant l'exercice sont comptabilisés directement en autres éléments du résultat global. L'effet de la désactualisation des engagements de retraite, net des rendements attendus des actifs en couverture, est constaté en « Autres charges et produits financiers ». Certains frais administratifs des plans de couverture, lorsqu'ils sont directement facturés au Groupe, sont comptabilisés dans le résultat opérationnel.

Fournisseurs et comptes rattachés

Ce poste comprend toutes les dettes d'exploitation (y compris les effets à payer et factures à recevoir) liées à l'acquisition de biens et services ainsi que celles relatives aux opérations d'achat d'espace en qualité de mandataire. Ces dettes ont généralement une échéance de moins d'un an.

Revenu

Un accord écrit du client (bon de commande, courrier, contrat client...) indiquant la nature et le montant des travaux est nécessaire en préalable à la reconnaissance du revenu. Les principes de reconnaissance du revenu sont les suivants :

- Contrats à la commission (hors production) :
Le revenu des prestations de création publicitaire et des services d'achat d'espace est reconnu à la date de diffusion ou de publication.
- Honoraires (contrat ponctuel, contrat à honoraires fixes, contrat sur base de temps passé...) :
Le revenu des contrats ponctuels est comptabilisé lorsque la prestation a été réalisée. Le revenu des contrats à honoraires fixes est comptabilisé sur une base linéaire qui reflète la nature et l'étendue des services rendus. Le revenu des contrats sur base de temps passé est reconnu en fonction des travaux effectués.
- Honoraires basés sur des critères de performance :
Le revenu est comptabilisé lorsque les critères de performance sont atteints et font l'objet d'une confirmation par le client.

Dans la majorité des transactions impliquant des fournisseurs externes (en particulier dans l'activité média), Publicis agit comme un agent pour le compte de ses clients. Dans le cadre de ces transactions, Publicis chiffre le montant net conservé, et les frais engagés avec des fournisseurs externes sont exclus du revenu. Dans d'autres cas, Publicis agit comme "Principal", essentiellement lorsque Publicis conserve la responsabilité des travaux effectués comme cela peut être le cas dans les agences de production ou lorsque qu'il existe un risque d'inventaire comme par exemple dans les activités Média. Dans ces situations, Publicis enregistre en revenu le montant brut facturé.

Plans d'options de souscription ou d'achat d'actions Publicis Groupe

La juste valeur des options attribuées est comptabilisée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits. Elle est déterminée par un expert indépendant, généralement selon le modèle Black-Scholes. Exceptionnellement, dans le cas où le plan comporte des conditions de marché la méthode Monte-Carlo est utilisée.

Pour les plans qui comportent des conditions de performance hors marché, le Groupe estime la probabilité de réalisation de ces objectifs et en tient compte dans la détermination du nombre d'actions à émettre.

Plans d'attribution d'actions gratuites Publicis Groupe

La juste valeur des actions gratuites attribuées est comptabilisée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits. Elle est déterminée par un expert indépendant, et correspond au prix de marché de l'action à la date d'attribution, ajusté pour la perte de dividende attendue pendant la période d'acquisition des droits. Exceptionnellement, dans le cas où le plan comporte des conditions de marché la méthode Monte-Carlo est utilisée.

Pour les plans qui comportent des conditions de performance hors marché, le Groupe estime la probabilité de réalisation de ces objectifs et en tient compte dans la détermination du nombre d'actions à émettre.

Autres produits et charges non courants

Publicis présente en "Autres produits et charges non courants" les produits et charges inhabituels afin de faciliter la compréhension de la performance opérationnelle du Groupe. Sont notamment incluses sous cette rubrique les plus ou moins-values de cession d'actif.

Marge Opérationnelle avant amortissements

La marge opérationnelle est égale au revenu après déduction des charges de personnel et des autres charges opérationnelles (hors autres produits et charges non courants tels que définis ci-dessus).

Marge Opérationnelle

La marge opérationnelle est égale au revenu après déduction des charges de personnel, autres charges opérationnelles (hors autres produits et charges non courants tels que définis ci-dessus) et dotations aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions). Le taux de marge opérationnelle, qui est égal à la marge opérationnelle exprimée en pourcentage du revenu, est un indicateur suivi par le Groupe dans le but de mesurer la performance des unités génératrices de trésorerie et du Groupe dans son ensemble.

Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financières

Le coût de l'endettement financier net inclut les charges d'intérêts sur les dettes financières et les produits d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Les autres produits et charges financiers comprennent principalement les effets de la désactualisation des provisions immobilières à long terme et des provisions pour retraites (nets du rendement des actifs), l'effet de la revalorisation des compléments de prix sur acquisitions, les variations de juste valeur des dérivés ainsi que les gains et pertes de change.

Impôt sur les bénéfices

Les bénéfices sont taxés selon les réglementations propres aux pays dans lesquels ils sont réalisés. Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable (résultant du renversement de différences temporelles imposables ou de l'existence d'un bénéfice imposable généré par l'entité) sera disponible, sur lequel ces différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de cette base d'actif d'impôt différé. Les actifs d'impôts différés non reconnus sont appréciés à chaque date de clôture et sont reconnus dans la mesure où il devient probable qu'un bénéfice futur permettra de les recouvrer.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Bénéfice par action et bénéfice dilué par action (BNPA et BNPA dilué)

Le bénéfice de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice y compris l'effet du remboursement des Oranes en actions, les Oranes étant contractuellement remboursables en actions ordinaires.

Le bénéfice dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actions ordinaires après neutralisation des intérêts sur les emprunts remboursables ou convertibles en actions par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice ajusté des effets des options et actions gratuites attribuées, des bons de souscription d'actions en circulation et de la conversion des obligations convertibles en actions (Océanes). Pour le calcul du bénéfice dilué par action, seuls sont pris en considération les instruments ayant un effet dilutif sur ce dernier, c'est à dire qui ont pour effet de réduire le bénéfice par action.

Pour les options de souscription ou d'achat d'actions Publicis Groupe, les actions gratuites et les bons de souscription d'actions, la méthode utilisée est précisée ci-après.

Pour calculer le bénéfice dilué par action, les options dilutives et les bons de souscription d'actions dilutifs sont supposés avoir été exercés et les actions gratuites effectivement livrées.

Le produit résultant de l'exercice de ces instruments est considéré comme ayant été perçu lors de l'émission d'actions ordinaires au cours moyen de marché des actions ordinaires pendant la période (réputée valorisée à la juste valeur, cette émission sans effet dilutif ni relatif n'est pas prise en compte dans le calcul du BNPA dilué). La différence entre le nombre d'actions ordinaires émises et le nombre d'actions ordinaires qui auraient été émises au cours moyen de marché doit être traitée comme une émission d'actions ordinaires sans contrepartie financière, donc ayant un effet dilutif ; ce nombre est pris en compte dans le dénominateur du bénéfice dilué par action.

De ce fait, les options et les bons de souscription d'actions n'ont un effet dilutif que lorsque le cours moyen de marché des actions ordinaires pendant la période excède le prix d'exercice des options ou des bons de souscription d'actions (c'est-à-dire qu'elles sont « dans la monnaie »).

Outre ce bénéfice par action (de base et dilué), le Groupe calcule et communique habituellement un BNPA « courant » de base et dilué, qui est similaire à celui décrit ci-dessus, sauf pour ce qui est du résultat retenu, qui exclut :

- la ligne « Perte de valeur » et « Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions »,
- l'effet de la revalorisation des compléments de prix sur acquisitions qui se trouve dans les « Autres charges et produits financiers »,
- certains produits et charges à caractère inhabituel (généralement enregistrés sur la ligne « Autres produits et charges non courants »), spécifiquement désignés.

1.4 Principales sources d'incertitude relatives aux estimations

La situation financière et les résultats du Groupe dépendent des méthodes comptables, hypothèses, estimations et jugements retenus lors de l'élaboration des comptes consolidés. Le Groupe fonde ses estimations sur son expérience passée ainsi que sur un ensemble d'autres hypothèses jugées raisonnables au regard des circonstances afin d'évaluer les valeurs à retenir pour les actifs et passifs du Groupe. Les réalisations pourraient néanmoins différer de façon significative des estimations retenues.

Les caractéristiques des principales méthodes comptables, les jugements et autres incertitudes affectant l'application de ces méthodes comptables, ainsi que la sensibilité des résultats aux changements des conditions et hypothèses, sont des facteurs à prendre en compte. En effet, le Groupe élabore des estimations et des hypothèses concernant le futur. Les estimations comptables ainsi obtenues seront, par définition, rarement égales aux réalisations.

Les principales hypothèses concernant des événements futurs et les autres sources d'incertitude liées au recours à des estimations à la date de clôture pour lesquelles il existe un risque significatif de

modifications des valeurs nettes comptables d'actifs et de passifs au cours d'un exercice ultérieur concernent :

- la juste valeur attribuée aux actifs et passifs intégrés lors d'un regroupement d'entreprises,
- la détermination de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles utilisée dans les tests de dépréciation,
- les provisions pour risques et charges, notamment les engagements de retraites à prestations définies et couvertures médicales post-emploi,
- les dépréciations pour créances douteuses,
- l'évaluation de la juste valeur des options attribuées dans le cadre des plans d'options de souscription d'actions de Publicis Groupe SA.

Des éléments détaillés figurent dans les Notes 5, 20, 21, 26 et 28 de la présente annexe.

Note 2. Variations du périmètre de consolidation

2.1 Acquisitions de l'exercice 2017

Aucune prise de contrôle significative (individuellement ou prise dans leur ensemble) n'est intervenue au cours de la période.

Les principales acquisitions de la période sont les suivantes :

- en janvier 2017, le Groupe a acquis 100% de The Abundance and Ardent (Etats-Unis) ;
- en juillet 2017, le Groupe a acquis 85% de Translate Plus (Royaume-Uni) et 100% de The Herd Agency (Australie) ;
- en septembre 2017, le Groupe a acquis 100% de Plowshare (Etats-Unis) et 100% de Harbor Picture Company (Etats-Unis) ;

La juste valeur, à la date d'acquisition, de la contrepartie transférée (hors trésorerie acquise) des entités intégrées prises dans leur ensemble (incluant notamment celles décrites ci-dessus, ainsi que les acquisitions de moindre ampleur) avec prise de contrôle exclusif durant la période, s'élève à 159 millions d'euros. Ce montant comprend notamment :

- 76 millions d'euros décaissés au cours de la période ;
- 76 millions d'euros d'engagements de compléments de prix ;
- 7 millions d'euros d'engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle.

Le montant payé en 2017 au titre des acquisitions (après déduction de la trésorerie acquise) s'élève à 289 millions d'euros et comprend :

- 76 millions d'euros décaissés au cours de la période ;
- (19) millions d'euros de trésorerie nette acquise ;
- 232 millions d'euros de compléments de prix décaissés au cours de la période.

Les acquisitions de la période, prises dans leur ensemble, contribuent pour moins de 0.2% au revenu consolidé et pour 0.6% au résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe.

2.2 Acquisitions de l'exercice 2016

Aucune prise de contrôle significative (individuellement ou prise dans leur ensemble) n'est intervenue au cours de la période.

Les principales acquisitions de la période sont les suivantes :

- en février 2016, le Groupe a acquis 100% de MercerBell ;
- en février 2016, le Groupe a acquis 100% de Vertiba ;
- en mars 2016, le Groupe a acquis 81% de Seven Seconds ;
- en août 2016, le Groupe a acquis 100% de Digitouch ;
- en novembre 2016, le Groupe a acquis 100% de North Strategic et Notch Video.

La juste valeur, à la date d'acquisition, de la contrepartie transférée (hors trésorerie acquise) des entités intégrées prises dans leur ensemble (incluant notamment celles décrites ci-dessus, ainsi que les acquisitions de moindre ampleur) avec prise de contrôle exclusif durant la période, s'élève à 126 millions d'euros. Ce montant comprend notamment :

- 59 millions d'euros décaissés au cours de la période ;

- 54 millions d'euros d'engagements de compléments de prix ;
- 13 millions d'euros d'engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle.

Le montant payé en 2016 au titre des acquisitions (après déduction de la trésorerie acquise) s'élève à 240 millions d'euros et comprend :

- 59 millions d'euros décaissés au cours de la période ;
- (17) millions d'euros de trésorerie nette acquise ;
- 198 millions d'euros de compléments de prix décaissés au cours de la période.

Les acquisitions de la période, prises dans leur ensemble, contribuent pour moins de 1% au revenu consolidé et pour 1% au résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe.

2.3 Cessions des exercices 2017 et 2016

Aucune cession significative n'est intervenue au cours des exercices 2017 et 2016. Il convient néanmoins de rappeler que le Groupe a cédé 56,67% de la société Mediavision et Jean Mineur SA le 16 juin 2016 (voir notes 6 et 29).

La contribution des sociétés cédées n'excède pas 0,1% du revenu et 0,3% du résultat net consolidé de l'exercice 2017 attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe. Il en est de même pour l'exercice 2016.

2.4 Projet de cession

Le Groupe a conclu un accord définitif portant sur la cession de 100% de la société Genedigi en Chine le 18 décembre 2017. Cette cession étant soumise à des autorisations à obtenir des autorités chinoises, cette activité reste consolidée. Cependant, les actifs et passifs ont été regroupés au bilan sur les lignes « Actifs détenus en vue de leur cession » et « Passifs détenus en vue de leur cession ». La valeur des actifs et des passifs a été ramenée à leur valeur de réalisation diminuée des frais de cession (voir note 5).

Les actifs et passifs de cette activité sont les suivants :

- Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles
- Immobilisations corporelles
- Actifs courants
- Trésorerie
- Passifs courants

Le processus de cession est en cours de finalisation et devrait aboutir avant la fin du premier trimestre 2018.

Note 3. Charges de personnel et effectifs

Les charges de personnel incluent les salaires, appointements, commissions, primes, intéressements, congés payés ainsi que l'estimation des bonus et les charges liées aux plans d'options de souscription ou d'achat d'actions, aux plans d'actions gratuites et les charges liées aux retraites (hors effet net de désactualisation présenté en autres produits et charges financiers).

<i>(en millions d'euros)</i>	2017	2016
Rémunérations	(4 698)	(4 720)
Charges sociales	(539)	(539)
Avantages postérieurs à l'emploi	(311)	(301)
Paiements fondés en actions	(55)	(55)
Intérimaires et « free-lance »	(374)	(444)
Total	(5 977)	(6 059)

Évolution et répartition des effectifs

Par zone géographique :

	2017	2016
Europe	22 589	22 597
Amérique du Nord	24 054	24 638
Asie Pacifique	21 583	22 745
Amérique Latine	5 661	5 490
Moyen Orient et Afrique	3 880	3 443
Total	77 767	78 913

Par fonction (en%) :

	2017	2016
Commercial	19%	19%
Création	13%	15%
Média et Recherche	18%	17%
Production, activités spécialisées et autres	35%	34%
Administration/Gestion	15%	15%
Total	100%	100%

Note 4. Autres charges opérationnelles

Ce poste regroupe toutes les charges externes autres que les achats de production et de médias lorsque le Groupe intervient en tant qu'agent. Il comprend notamment les loyers, charges locatives et autres charges liées à l'occupation des locaux pour 484 millions d'euros en 2017 contre 498 millions d'euros en 2016 ; il inclut également les impôts (à l'exception des impôts sur les bénéfices), les taxes et versements assimilés ainsi que les dotations et reprises sur provisions.

Note 5. Dotations aux amortissements et pertes de valeur

<i>(en millions d'euros)</i>	2017	2016
Amortissement des autres immobilisations incorporelles (hors incorporels liés aux acquisitions)	(22)	(21)
Amortissement des immobilisations corporelles	(139)	(145)
Dotations aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(161)	(166)
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(73)	(79)
Pertes de valeur sur incorporels liés aux acquisitions	-	(152)
Pertes de valeur sur titres mis en équivalence ⁽¹⁾	(3)	(34)
Pertes de valeur sur autres actifs financiers	(2)	-
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition ⁽²⁾	(108)	(1 254)
Pertes de valeur sur immobilisations corporelles	(2)	-
Pertes de valeur	(115)	(1 440)
Total des dotations aux amortissements et perte de valeur	(349)	(1 685)

(1) Une perte de valeur de 3 millions d'euros a été comptabilisée sur les titres mis en équivalence (voir note 13)

(2) Y compris le reclassement des écarts d'acquisition en actifs détenus en vue de leur cession

La perte de valeur comptabilisée en 2017 s'élève à 115 millions d'euros.

Pertes de valeur sur actifs incorporels liés aux acquisitions

Les tests de dépréciation ont été réalisés sur toutes les marques du Groupe reconnues lors des acquisitions. Les relations contractuelles ont également fait l'objet d'un test de dépréciation. L'intégralité des évaluations nécessaires aux tests de dépréciation a été réalisée par un expert indépendant.

Au 31 décembre 2017, les taux d'actualisation après impôt retenus lors de l'évaluation se situent entre 8,0 % et 13,5 %. Ils sont déterminés en prenant en compte les caractéristiques spécifiques à chaque actif concerné par les tests de dépréciation.

Ces tests ont conduit le Groupe à ne constater aucune perte de valeur en 2017.

Au 31 décembre 2016, les taux d'actualisation après impôt retenus lors de l'évaluation se situaient entre 8,5 % et 11 %. Ces tests avaient conduit le Groupe à enregistrer une perte de valeur de 152 millions d'euros en 2016 (121 millions d'euros sur les marques et 31 millions d'euros sur les relations clients et les technologies).

Pertes de valeur sur écarts d'acquisition

Les tests de dépréciation ont été réalisés sur les unités génératrices de trésorerie, constituées d'agences ou de regroupements d'agences.

L'évaluation nécessaire aux tests sur les écarts d'acquisition les plus significatifs a été réalisée par un expert indépendant. Les tests de dépréciation sur les écarts d'acquisition ont été effectués sur la base de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie déterminée à partir de projections financières à 5 ans (2018-2022). Les projections pour l'année 2018 sont directement issues du budget annuel validé par le management.

Au 31 décembre 2017, ces tests ont conduit le Groupe à constater une perte de valeur de 108 millions d'euros sur :

- Des activités de service en France et en Belgique destinées aux Très Petites Entreprises et Petites et Moyennes Entreprises pour 50 millions d'euros ;
- Des activités en Chine qui font l'objet d'un projet de cession (voir note 2.4) pour 58 millions d'euros.

Les taux d'actualisation après impôt retenus se situent entre 8,0 % (10,2 % avant impôt) et 12,0 % (15,3 % avant impôt). Le taux de croissance à l'infini utilisé dans les projections se situe entre 1,0 % et 3,0 %.

Les principales hypothèses retenues pour la réalisation des tests sont présentées dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	2017			2016		
	Valeur comptable des écarts d'acquisition	Taux d'actualisation après impôt	Taux de croissance à l'infini	Valeur comptable des écarts d'acquisition	Taux d'actualisation après impôt	Taux de croissance à l'infini
Publicis Communication	3 325	9,0 %	1,5 %	3 548	9,0 %	2,0 %
Publicis Media	1 599	8,0 %	1,5 %	1 746	8,5 %	2,5 %
Publicis.Sapient	2 520	11,5 %	3,0 % ⁽¹⁾	2 767	11,5 %	3,0 % ⁽¹⁾
Publicis Health	530	9,5 %	2,0 %	525	9,5 %	2,0 %
Publicis One	460	12,0 %	2,5 %	498	13,5 %	2,5 %
Autres écarts d'acquisition	16	7,5 à 10,0 %	2,0 à 3,0 %	66	10,0 %	2,0 %
Total des écarts d'acquisition après perte de valeur	8 450			9 150		

(1) Comme les performances historiques et les projections issues d'études de marché le montrent, la croissance des dépenses publicitaires dans le secteur numérique aux Etats-Unis est particulièrement soutenue (croissance annuelle généralement comprise entre 10% et 20% selon les années). En conséquence, l'hypothèse d'un marché pas encore mature à l'issue de la période de projection a été retenue.

La méthode appliquée pour la détermination des taux d'actualisation et des taux de croissance à l'infini est inchangée.

Les tests de sensibilité réalisés montrent qu'il n'y a pas d'impact sur la charge de dépréciation des unités génératrices de trésorerie du Groupe.

Au 31 décembre 2016, les taux d'actualisation après impôt retenus se situaient entre 8,5 % (11,5 % avant impôt) et 13,5 % (17,4 % avant impôt). Le taux de croissance à l'infini utilisé dans les projections se situait entre 2 % et 3 %.

Ces tests avaient conduit le Groupe à constater une perte de valeur en 2016 de 1 254 millions d'euros sur Publicis.Sapient.

Publicis.Sapient

Le pôle Publicis.Sapient a été constitué à l'occasion de l'acquisition de Sapient et regroupe une partie des activités numériques du Groupe, notamment SapientRazorfish et DigitasLBI. L'activité de ce pôle propose aux clients toutes les fonctionnalités de l'ensemble de la chaîne de valeur de la communication numérique, du consulting au commerce, en passant par la création, les données et les plateformes.

Elle couvre essentiellement le conseil en marketing direct par internet, la création de sites internet institutionnels ou commerciaux, de sites intranet, l'expertise en réseaux sociaux, l'optimisation de la recherche de mots-clés sur les moteurs de recherche, la création publicitaire sur internet (notamment bannières, fenêtres) et toute communication sur internet ou mobile.

Le montant total de l'écart d'acquisition alloué au pôle Publicis.Sapient est de 2 520 millions d'euros net. La valeur d'utilité a été calculée sur la base de l'actualisation des cash-flow futurs à 5 ans (2018 – 2022).

Ces tests ont conduit le Groupe à ne pas constater une perte de valeur.

Les tests de sensibilité réalisées sur Publicis.Sapient montrent qu'il n'y a pas d'impact sur la charge de perte de valeur. Une variation de 1% à la hausse ou la baisse du taux d'actualisation, de la croissance opérationnelle et de la marge opérationnelle ou de 0,5% à la hausse ou à la baisse de la croissance organique ne conduit pas à l'enregistrement d'une perte de valeur.

Le résultat des analyses de sensibilité réalisées sur Publicis.Sapient sont résumées dans le tableau ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	Publicis.Sapient
	Augmentation/ (diminution) de la valeur des flux de trésorerie futurs
<u>Sensibilité taux d'actualisation</u>	
Augmentation du taux d'actualisation de 1%	(347)
Diminution du taux d'actualisation de 1%	439
<u>Sensibilité croissance long terme</u>	
Diminution du taux de croissance LT de 0,5%	(138)
Augmentation du taux de croissance LT de 0,5%	155
<u>Sensibilité croissance du revenu</u>	
Diminution de la croissance de 1% par an	(219)
Augmentation de la croissance de 1% par an	219
<u>Sensibilité marge opérationnelle</u>	
Diminution de la marge de 1% par an	(114)
Augmentation de la marge de 1% par an	118

Note 6. Autres produits et charges non courants

Ce poste regroupe les produits et charges non récurrents. Sont notamment incluses sous cette rubrique les plus ou moins-values de cessions d'actifs.

<i>(en millions d'euros)</i>	2017	2016
Plus-values (moins-values) sur cessions d'actifs	-	9
Autres produits et (charges) non courants	(1)	3
Total Autres produits et (charges) non courants	(1)	12

En 2017, les cessions ont entraîné des plus ou moins-values quasi nulles.

En 2016, la cession de 56,67% du capital et des droits de vote de la société Mediavision et Jean Mineur SA constituait la majeure partie de la plus-value. A l'issue de cette opération, le Groupe conserve une participation de 10% du capital et des droits de vote.

Note 7. Charges et produits financiers

Résultat financier hors réévaluation des compléments de prix sur acquisitions

(en millions d'euros)	2017	2016
Charges d'intérêts sur emprunts et découverts bancaires ⁽¹⁾	(89)	(95)
Charges d'intérêts sur contrats de location financement	(12)	(12)
Charges financières	(101)	(107)
Produits financiers	50	33
Coût de l'endettement financier net	(51)	(74)
Pertes et gains de change et variation de la juste valeur des dérivés de change	(1)	10
Coût financier lié à l'actualisation des provisions immobilières à long terme	-	-
Coût financier net, lié à l'actualisation des provisions pour retraites	(8)	(9)
Change et divers	(1)	(1)
Résultat financier hors réévaluation des <i>earn-out</i>	(61)	(74)

(1) Y compris la revalorisation des Swaps de taux et des emprunts obligataires au titre de la couverture de juste valeur (voir note 22)

Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions

(en millions d'euros)	2017	2016
Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions	(66)	(108)

Note 8. Impôt sur le résultat

Analyse de la charge d'impôt sur les bénéfices

(en millions d'euros)	2017	2016
Charge d'impôt courant de la période	(441)	(357)
Produit d'impôt courant relatif aux exercices antérieurs	10	12
Total produit (charge) d'impôt exigible	(431)	(345)
Produit / (Charge) d'impôt différé	131	24
Variations des impôts différés actifs non reconnus	(12)	(21)
Total produit (charge) net d'impôt différé	119	3
Impôt sur le résultat	(312)	(342)

Taux d'impôt effectif

Le taux d'impôt effectif ressort à :

(en millions d'euros)		2017	2016
Résultat avant impôt des entreprises consolidées		1 189	(173)
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisitions et les incorporels (voir note 5)		115	1 440
Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions		66	108
Résultat avant impôt des entreprises consolidées retraité	A	1 370	1 375
Taux d'imposition applicable à la société mère		34,43%	34,43%
Impôt attendu appliqué au Résultat avant impôt des entreprises consolidées		(472)	(473)
Incidence des :			
- différences entre le taux d'imposition français et les taux d'imposition étrangers		96	94
- variations des impôts différés actifs non reconnus		(12)	(21)
- autres impacts ⁽¹⁾		76	58
Impôt constaté au compte de résultat		(312)	(342)
Impact de la réforme fiscale aux Etats-Unis :			
- Impôt courant sur les réserves accumulées à l'étranger		139	-
- Impôts différés : baisse du taux d'impôt		(200)	-
Impôts différés liés aux pertes de valeur		-	(57)
Impôt constaté au compte de résultat retraité	B	(373)	(399)
Taux d'impôt effectif	B/A	27,2%	29,0%

(1) Les autres impacts intègrent essentiellement les effets liés aux différences permanentes, aux résultats taxés à taux réduit, aux ajustements sur exercices antérieurs.

Impacts de la réforme fiscale aux Etats-Unis

Le Groupe est fortement implanté aux Etats-Unis et est donc soumis à l'évolution de la réglementation fiscale US. Le Tax Cuts and Jobs Act (TCJA) signé par les Etats-Unis le 22 décembre 2017 a deux effets sur les comptes du Groupe en 2017. D'une part, la baisse du taux fédéral d'impôt sur les sociétés à compter de l'année 2018 de 35% à 21% générant un produit d'impôt différé de 200 millions d'euros. D'autre part, l'acquittement étalé sur 8 ans d'un impôt courant (sur les réserves accumulées) évalué à 157 millions de dollars (139 millions d'euros). Le montant d'impôt à payer a été inscrit pour sa valeur nominale et ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Certaines filiales du Groupe localisées à l'extérieur des Etats-Unis sont partiellement détenues par deux filiales situées aux Etats-Unis. En raison de cette situation et du TCJA, le Groupe va être imposé sur les réserves accumulées à l'étranger par certaines de ces filiales.

Le calcul de cet impôt nécessite d'une part de déterminer les réserves accumulées en application des règles fiscales US et d'autre part de déterminer la partie trésorerie et équivalents de trésorerie taxée à 15,5% et la partie restante taxée à 8%. Il convient également de calculer l'impôt payé à l'étranger qui, pour partie, donne droit à des crédits d'impôt. Le calcul effectué dans le cadre de la clôture au 31 décembre 2017 s'est fait sur la base des informations disponibles et le calcul définitif pourrait être différent en fonction notamment des futures interprétations et clarifications que pourraient apporter les autorités fiscales américaines.

Effet impôt sur les autres éléments du résultat global

(en millions d'euros)	31 décembre 2017			31 décembre 2016		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Réévaluation à la juste valeur des actifs disponibles à la vente	(9)	-	(9)	31	-	31
Gains et pertes actuariels sur régimes à prestations définies	13	14	27	(4)	1	(3)
Ecart de change et autres	(597)	14	(583)	100	13	113
Total	(593)	28	(565)	127	14	141

Echéancier des impôts différés constatés au bilan

(en millions d'euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Partie à court terme (inférieur à 1 an)	54	72
Partie à long terme (supérieur à 1 an)	(343)	(571)
Impôts différés actifs (passifs), nets	(289)	(499)

Origine des impôts différés

(en millions d'euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Impôts différés liés à la réévaluation des actifs et passifs effectuée à l'occasion d'une acquisition	(301)	(360)
Impôts différés liés à la réévaluation de l'immeuble des Champs Elysées	(43)	(43)
Impôts différés liés aux engagements de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	57	78
Impôts différés liés à des reports déficitaires	176	208
Impôts différés liés aux autres différences temporaires	(18)	(209)
Total impôts différés actifs (passifs), bruts	(129)	(326)
Impôts différés actifs non reconnus	(160)	(173)
Total impôts différés actifs (passifs), nets	(289)	(499)

Au 31 décembre 2017, les impôts différés passifs comprennent l'impôt sur la réévaluation pratiquée sur les actifs incorporels à l'occasion des acquisitions de Zenith (12 millions d'euros), Bcom3 (94 millions d'euros), Digitas (34 millions d'euros) et Sapient (94 millions d'euros), ainsi que l'impôt différé lié à la juste valeur comme coût présumé de l'immeuble et du terrain sur les Champs-Élysées à la date de transition aux IFRS.

Déficits reportables

Le Groupe dispose par ailleurs de déficits reportables n'ayant pas fait l'objet de la reconnaissance d'un impôt différé à l'actif du bilan consolidé du fait des incertitudes liées aux possibilités d'utilisation de ces derniers :

(en millions d'euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Montant des déficits reportables non reconnus	476	503
<i>Dont part reportable indéfiniment</i>	374	399

Provisions fiscales

Les positions fiscales prises par le Groupe sont basées sur ses interprétations de la réglementation fiscale et l'expérience passée. Chaque position est évaluée individuellement sans compensation ni agrégation avec d'autres positions et donne lieu à la constatation d'un passif lorsque qu'une sortie de ressources est

estimée probable. L'évaluation de ces passifs fiscaux correspond à la meilleure estimation du risque à la date de clôture et comprend le cas échéant les intérêts de retard ainsi que les éventuelles pénalités.

Les passifs relatifs aux risques et litiges fiscaux sont comptabilisés avec les provisions pour risques et litiges (voir note 20) dont 185 millions d'euros relatifs aux impôts sur les sociétés et 43 millions d'euros relatifs aux autres impôts et taxes.

Note 9. Bénéfice net par action

Bénéfice net par action (de base et dilué)

<i>(en millions d'euros, sauf les actions)</i>		2017	2016
Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA			
Résultat net part du Groupe	a	862	(527)
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
- Economies de frais financiers liées à la conversion des instruments de dettes, nettes d'impôt		-	-
Résultat net part du Groupe – dilué	b	862	(527)
Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA			
Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier		225 945 387	222 540 740
Actions créées sur la période		2 529 801	1 771 861
Actions propres à déduire (moyenne sur l'exercice)		(2 090 481)	(813 730)
Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul	c	226 384 707	223 498 871
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
- Actions gratuites et stock-options dilutifs ⁽¹⁾		3 682 435	-
- Bons de Souscription d'Actions (BSA) ⁽¹⁾		606 436	-
Nombre d'actions - dilué	d	230 673 578	223 498 871
<i>(en euros)</i>			
Bénéfice net par action	a/c	3,81	(2,36)
Bénéfice net par action – dilué ⁽¹⁾	b/d	3,74	(2,36)

(1) Compte tenu du résultat net du groupe qui ressort en perte en 2016, les instruments habituellement dilutifs s'avèrent être relatifs sur le bénéfice net par action 2016. Aucun instrument n'est par conséquent pris en compte pour le calcul du bénéfice net par action dilué 2016, qui est donc égal au résultat net par action. En 2017, tous les stock-options et les BSA non encore exercés à la clôture de l'exercice ont un effet dilutif sur le bénéfice net par action.

Bénéfice net courant par action (de base et dilué)

(en millions d'euros, sauf les actions)	2017	2016	
Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA courant ⁽¹⁾			
Résultat net part du Groupe	862	(527)	
<i>Eléments exclus :</i>			
- Amortissement des incorporels liés aux acquisitions, net d'impôt	55	51	
- Perte de valeur, nette d'impôt	115	1 383	
- Effet net de la réforme fiscale aux Etats-Unis	(61)	-	
- Réévaluation des compléments de prix d'acquisition	66	108	
Résultat net courant part du Groupe	e 1 037	1 015	
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
- Economies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dette, nettes d'impôt	-	-	
Résultat net courant part du Groupe – dilué	f 1 037	1 015	
Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA			
Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier	225 945 387	222 540 740	
Actions créées sur la période	2 529 801	1 771 861	
Actions propres à déduire (moyenne sur l'exercice)	(2 090 481)	(813 730)	
Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul	c 226 384 707	223 498 871	
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
- Actions gratuites et stock-options dilutifs ⁽²⁾	3 682 435	3 488 040	
- Bons de Souscription d'Actions (BSA)	606 436	718 168	
Nombre d'actions – dilué	d 230 673 578	227 705 079	
<i>(en euros)</i>			
Bénéfice net courant par action ⁽¹⁾	e/c	4,58	4,54
Bénéfice net courant par action - dilué ⁽¹⁾	f/d	4,50	4,46

(1) BNPA après élimination des pertes de valeur, de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions, des principales plus (moins)-values de cession, de l'impact de la réforme fiscale américaine et de la réévaluation des compléments de prix d'acquisition.

(2) Seuls les stock-options et BSA ayant un effet dilutif, c'est-à-dire dont le prix d'exercice est inférieur au cours moyen de l'exercice, sont pris en considération. En 2017, comme en 2016, tous les stock-options et les BSA non encore exercés à la clôture de l'exercice ont un effet dilutif sur le bénéfice net par action courant.

Note 10. Ecarts d'acquisition

Variation des écarts d'acquisition

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur brute	Perte de valeur ⁽²⁾	Valeur nette
1^{er} Janvier 2016	10 432	(221)	10 211
Acquisitions	167	-	167
Perte de valeur	-	(1 254)	(1 254)
Variations liées à la comptabilisation des engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾	(80)	-	(80)
Cessions et sorties d'actifs	-	-	-
Change et divers	168	(62)	106
31 décembre 2016	10 687	(1 537)	9 150
Acquisitions	198	-	198
Perte de valeur	-	(50)	(50)
Variations liées à la comptabilisation des engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾	(12)	-	(12)
Cessions et projets de cession	(63)	-	(63)
Change et divers	(942)	169	(773)
31 décembre 2017	9 868	(1 418)	8 450

(1) Voir note 1.3 sur le traitement comptable des engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle.

(2) Voir aussi Note 5.

L'analyse des écarts d'acquisition par zones géographiques est indiquée dans la note 27, et par pôle dans la note 5.

Allocation des Ecarts d'acquisition

Suite à la réorganisation interne du Groupe par pôles, les écarts d'acquisition ont été réalloués en 2016 au niveau où ils sont suivis par le management. Des tests d'impairment ont été réalisés avant cette réallocation et aucune perte de valeur n'a été identifiée.

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur nette comptable des écarts d'acquisition
Publicis Communications	3 325
Publicis Media	1 599
Publicis.Sapient	2 520
Publicis Health	530
Publicis One	460
Autres écarts d'acquisition	16
Total des écarts d'acquisition	8 450

Note 11. Immobilisations incorporelles nettes

Variation des immobilisations incorporelles

(en millions d'euros)	Immobilisations incorporelles à durée de vie définie		Immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie	Total des immobilisations incorporelles
	Relations contractuelles avec les clients	Logiciel, technologies et divers	Marques	
Valeurs brutes au 1^{er} janvier 2016	1 171	319	1 019	2 509
Acquisitions	-	38	-	38
Cessions et sorties d'actifs	-	(11)	-	(11)
Change et divers	24	6	26	56
Valeurs brutes au 31 décembre 2016	1 195	352	1 045	2 592
Acquisitions	-	23	-	23
Cessions et sorties d'actifs	-	(17)	-	(17)
Change et divers	(116)	(27)	(123)	(266)
Valeurs brutes au 31 décembre 2017	1 079	331	922	2 332
Amortissements cumulés au 31 décembre 2016	(779)	(258)	(210)	(1 247)
Amortissement	(73)	(29)	-	(102)
Perte de valeur	-	-	-	-
Cessions et sorties d'actifs	-	18	-	18
Change et divers	78	20	25	123
Amortissements cumulés au 31 décembre 2017	(774)	(249)	(185)	(1 208)
Valeurs nettes au 31 décembre 2017	305	82	737	1 124

Evaluation des immobilisations incorporelles

Les tests de valeur réalisés par un expert indépendant à la clôture des exercices 2017 et 2016 ont conduit le Groupe à ne constater aucune perte de valeur en 2017 et de 152 millions d'euros en 2016 (voir note 5).

Note 12. Immobilisations corporelles nettes

(en millions d'euros)

	Terrains et constructions	Agencements et aménagements	Matériel informatique	Autres	Total
Valeurs brutes au 1^{er} Janvier 2016	279	625	394	496	1 794
Augmentations	-	44	42	54	140
Diminutions	(1)	(45)	(26)	(22)	(94)
Variations de périmètre	-	(1)	1	1	1
Change et divers	4	(58)	2	25	(27)
Valeurs brutes au 31 décembre 2016	282	565	413	554	1 814
Augmentations	-	30	40	45	115
Diminutions	(1)	(95)	(47)	(43)	(186)
Variations de périmètre	-	3	-	6	9
Change et divers	(13)	5	(30)	(76)	(114)
Valeurs brutes au 31 décembre 2017	268	508	376	486	1 638
Amortissements cumulés au 31 décembre 2016	(69)	(394)	(333)	(378)	(1 174)
Augmentations	(6)	(50)	(40)	(41)	(137)
Diminutions	1	93	46	40	180
Variations de périmètre	-	1	-	(4)	(3)
Change et divers	7	12	26	41	86
Amortissements cumulés au 31 décembre 2017	(67)	(338)	(301)	(342)	(1 048)
Valeurs nettes au 31 décembre 2017	201	170	75	144	590

Terrains et constructions

Au 31 décembre 2017, Publicis dispose en pleine propriété d'un patrimoine immobilier, qui figure au bilan pour une valeur nette de 158 millions d'euros.

Le principal actif est l'immeuble du siège social situé au 133, avenue des Champs-Élysées, à Paris. Cet immeuble de 7 étages comprend environ 12 000 m² de bureaux, occupés par les sociétés du Groupe, et 1 500 m² de surfaces commerciales, occupées par Publicisdrugstore ainsi que deux salles de cinéma ouvertes au public.

Autres immobilisations corporelles

Le Groupe dispose notamment d'importants équipements informatiques dédiés à la création et à la production publicitaire, à la gestion de l'achat d'espace et aux travaux administratifs.

Immobilisations en location-financement

Le montant net total de ces biens inscrit au bilan consolidé s'élève à 43 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Il s'agit essentiellement de l'immeuble Leo Burnett au 35 West Wacker Drive à Chicago (Etats-Unis). Le contrat de location-financement de ce dernier représente une valeur d'immobilisation brute de 89 millions d'euros amortie sur 30 ans.

Les immobilisations corporelles incluent les montants suivants au titre des biens en location-financement :

(en millions d'euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Valeur brute des constructions	90	104
Amortissements	(47)	(52)
Valeur nette	43	52

Note 13. Titres mis en équivalence

Les titres mis en équivalence s'élèvent à 64 millions d'euros au 31 décembre 2017 (contre 87 millions d'euros au 31 décembre 2016).

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur au bilan
Montant au 1^{er} Janvier 2016	116
Entrées de périmètre	7
Sorties de périmètre	(3)
Quote-part de résultat	(5)
Dividendes versés	(3)
Perte de valeur ⁽¹⁾	(34)
Effet de change et autres	9
Montant au 31 décembre 2016	87
Entrées de périmètre	-
Sorties de périmètre	-
Quote-part de résultat	(5)
Dividendes versés	(2)
Perte de valeur	(3)
Effet de change et autres	(13)
Montant au 31 décembre 2017	64

⁽¹⁾ Perte de valeur concernant la participation dans Matomy Media Group

Les principales sociétés mises en équivalence sont Matomy Media Group, Jana Mobile, Burrell Communications et Somupi. Au 31 décembre 2017, les valeurs au bilan de ces quatre sociétés s'élèvent respectivement à 25 millions, 15 millions, 7 millions et 3 millions d'euros.

Note 14. Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers comprennent notamment les investissements classés dans la catégorie "disponibles à la vente".

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Actifs financiers disponibles à la vente		
- Fonds Communs de Placement à Risques ⁽¹⁾	73	68
- Autres	17	18
Dépôts de garanties	31	41
Prêts à des sociétés non consolidées	7	7
Créances rattachées à des participations	9	15
Autres	47	47
Valeur brute	184	196
Dépréciation	(15)	(14)
Valeur nette	169	182

⁽¹⁾ Ces Fonds Communs de Placement à Risques sont dédiés aux entreprises créatrices de valeur dans l'économie numérique.

La partie à moins d'un an des autres actifs financiers non courants a été classée en actifs courants.

Note 15. Stocks et en-cours de production

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Valeur brute	417	435
Dépréciation des en-cours	(32)	(29)
Valeur nette	385	406

Note 16. Clients et comptes rattachés

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Créances clients ⁽¹⁾	9 831	10 069
Effets à recevoir	9	26
Valeur brute	9 840	10 095
Dépréciation à l'ouverture	(85)	(76)
Dépréciation de l'exercice	(27)	(21)
Reprise de l'exercice	17	11
Variations de périmètre	2	3
Change et divers	3	(2)
Dépréciation à la clôture	(90)	(85)
Valeur nette	9 750	10 010

(1) Y compris les créances clients facturées pour un montant de 6 799 millions d'euros au 31 décembre 2017 et 7 167 millions d'euros au 31 décembre 2016

Note 17. Autres créances et actifs courants

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Etat, impôts et taxes	252	188
Avances et acomptes versés aux fournisseurs	170	209
Charges constatées d'avance	115	107
Dérivés sur couverture d'actifs et passifs courants	12	60
Dérivés sur prêts et emprunts intragroupe	21	64
Autres créances et autres actifs courants	86	78
Valeur brute	656	706
Dépréciation	(7)	(8)
Valeur nette	649	698

Note 18. Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Banques et caisses	1 017	2 116
Placements liquides à court terme	1 390	112
Total	2 407	2 228

Les placements liquides à court terme comprennent des SICAV classées dans la catégorie AMF - monétaire court terme, soumis à un risque négligeable de changement de valeur, et des dépôts à court terme.

Note 19. Capitaux propres

Le tableau de variation des capitaux propres est présenté avec les autres états financiers consolidés.

Capital social de la société mère

Les mouvements sur actions composant le capital social sur les deux derniers exercices sont les suivants :

(en actions)	2017	2016
Capital social au 1 ^{er} janvier	225 945 387	222 540 740
Augmentations de capital	4 682 338	3 404 647
Actions composant le capital social au 31 décembre	230 627 725	225 945 387
Auto-détention au 31 décembre	(4 331 920)	(577 603)
Actions en circulation au 31 décembre	226 295 805	225 367 784

Le capital de Publicis Groupe SA a augmenté de 1 872 935 euros au cours de l'exercice 2017, correspondant à 4 682 338 actions de 0,40 euros nominal :

- 383 457 actions émises dans le cadre des plans d'actions gratuites pour lesquelles la livraison définitive est intervenue au cours de l'exercice,
- 3 992 216 actions émises suite à l'exercice par certains actionnaires de l'option de paiement du dividende en actions,
- 306 665 actions créées suite à l'exercice par certains porteurs de leurs bons de souscription d'actions.

Le capital social de Publicis Groupe SA s'élève au 31 décembre 2017 à 92 251 090 euros, divisé en 230 627 725 actions de 0,40 euros.

Neutralisation des actions propres existantes au 31 décembre 2017

Les actions propres détenues en portefeuille à la clôture, y compris celles détenues dans le cadre du contrat de liquidité, sont portées en déduction des capitaux propres.

Le portefeuille d'actions auto détenues a évolué comme suit au cours des années 2016 et 2017 :

	Nombre d'actions
Actions propres détenues au 1^{er} Janvier 2016⁽¹⁾	1 216 839
Cessions (levées de stock-options) et livraisons d'actions gratuites	(594 789)
Mouvements réalisés dans le cadre du contrat de liquidité	(44 447)
Actions propres détenues au 31 décembre 2016⁽¹⁾	577 603
Cessions (levées de stock-options) et livraisons d'actions gratuites	(1 470 130)
Rachat d'actions propres	5 000 000
Mouvements réalisés dans le cadre du contrat de liquidité	224 447
Actions propres détenues au 31 décembre 2017⁽¹⁾	4 331 920

(1) Y compris actions détenues au titre du contrat de liquidité 265 000 au 31 décembre 2017 et 40 553 au 31 décembre 2016.

Dividendes votés et proposés

	Par action (en euros)	Total (en millions d'euros)
Dividendes payés au cours de l'année 2017 (au titre de l'exercice 2016)	1,85	414 ⁽¹⁾
Dividendes proposés à l'Assemblée générale (au titre de l'exercice 2017)	2,00	461 ⁽²⁾

(1) Montant payé, selon option des actionnaires, en numéraire ou en actions. Les dividendes payés en actions ont représenté un montant de 244 millions d'euros, entraînant la création de 3 992 216 actions

(2) Montant pour l'ensemble des actions existantes au 31 décembre 2017, y compris actions propres.

Gestion du capital et rachats d'actions propres

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir le développement futur de l'activité. La direction du Groupe prête attention au ratio d'endettement défini comme étant la dette nette (dette financière diminuée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) divisée par les capitaux propres (incluant les participations ne donnant pas le contrôle) et a déterminé que le ratio optimal d'endettement est inférieur à 0,50. Au 31 décembre 2017, le ratio d'endettement est de 0,12. Au 31 décembre 2016, le ratio d'endettement était de 0,21.

La direction veille également au taux de distribution du dividende qui est défini comme le rapport entre le dividende unitaire et le bénéfice net par action. Pour permettre de suivre l'évolution de ce taux dans le temps, nous avons opté, à compter de 2016, pour un calcul basé sur le Bénéfice net courant par action dilué (et non plus le Bénéfice net par action), le BNPA 2016 négatif ne permettant plus de calculer le taux de distribution sur cette base. Compte tenu du niveau de dividende (2,00 euros par action) qui sera proposé à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires, le taux sera ainsi de 44,4 % au titre de l'exercice 2017 contre un taux de 41,5 % au titre de l'exercice 2016, calculé également sur le BNPA courant dilué.

Au cours de l'exercice 2017, en vertu d'un contrat signé le 13 mars 2017 avec un prestataire de services d'investissements, Publicis Groupe a acquis 5 millions d'actions au cours moyen de 64,69 euros (64,89 euros, taxe sur les transactions financières comprise).

Note 20. Provisions pour risques et charges

(en millions d'euros)	Restructuration	Engagements immobiliers	Engagements de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	Risques et litiges	Autres provisions	Total
1^{er} Janvier 2016	54	26	320	200	89	689
Dotations	21	9	47	45	23	145
Utilisations	(47)	(8)	(41)	(14)	(5)	(115)
Autres reprises	(3)	-	-	(16)	(31)	(50)
Variations de périmètre	-	-	-	-	(1)	(1)
Pertes (gains) actuariels	-	-	4	-	-	4
Change et divers	(2)	(6)	-	22	-	14
31 décembre 2016	23	21	330	237	75	686
Dotations	55	4	28	100	16	203
Utilisations	(32)	(6)	(36)	(26)	(16)	(116)
Autres reprises	(5)	(2)	(1)	(18)	(1)	(27)
Variations de périmètre	-	-	4	-	-	4
Pertes (gains) actuariels	-	-	(13)	-	-	(13)
Change et divers	(3)	(1)	(18)	(24)	7	(39)
31 décembre 2017	38	16	294	269	81	698
Dont à court terme	32	4	21	35	15	107
Dont à long terme	6	12	273	234	66	591

Provisions pour restructuration

Elles comprennent une estimation des coûts de fermeture ou de restructuration de certaines activités résultant de plans annoncés et non encore exécutés à fin 2017 (principalement indemnités de licenciement). Les plans, détaillés par projet et par nature, ont fait l'objet d'un processus préalable d'approbation par la direction générale. Ces plans sont suivis de manière centralisée de façon à consommer la provision en fonction des coûts effectivement encourus et à justifier le solde restant à la clôture en fonction des dépenses restant à effectuer.

Provisions sur engagements immobiliers

Les provisions sur engagements immobiliers sont évaluées sur la base de l'actualisation des loyers à payer diminués des produits attendus des sous-locations.

Provisions pour risques et litiges

Les provisions pour risques et litiges (269 millions d'euros) comprennent une part à court terme (35 millions d'euros) et une part à long terme (234 millions d'euros). Ces risques concernent principalement des risques fiscaux en Amérique du Nord et en Amérique Latine. Par ailleurs, la décomposition par nature des risques et litiges fiscaux est la suivante :

- les impôts sur les sociétés pour environ 81 %
- les autres impôts et taxes pour environ 19 %.

Les informations relatives aux risques fiscaux sont détaillées dans la note 8.

Obligations au titre des avantages du personnel

Les obligations au titre des avantages du personnel (voir note 21) comprennent :

- les plans de retraite à prestations définies,
- les plans de couverture médicale post emploi,
- les avantages à long terme comme les rémunérations différées et les médailles du travail.

Note 21. Engagements de retraite et autres avantages à long terme

Plans de retraite à prestations définies

Le Groupe a des obligations dans un certain nombre de plans de retraite à prestations définies, qui se répartissent principalement entre :

- des fonds de pensions (74% des obligations du Groupe) : il s'agit de droits acquis par les employés, avec obligations de préfinancement externe principalement aux Etats-Unis et en Angleterre,
- d'autres régimes de retraites obligatoires et légaux, type Indemnités de Fin de Carrière (22% des obligations du Groupe), notamment en France : les droits ne sont pas acquis, le paiement est donc incertain et lié notamment à la présence des employés au moment du départ à la retraite,
- des régimes de couverture de frais médicaux pour les retraités (4% des obligations du Groupe) constitués d'une dette effective pour les retraités actuels, et d'une provision pour les actifs futurs retraités, en particulier aux Etats-Unis et en Angleterre.

Les régimes les plus significatifs sont donc les fonds de pension au Royaume-Uni (34% des obligations du Groupe) et aux Etats-Unis (30% des obligations du Groupe).

- Au Royaume-Uni, les obligations du Groupe sont gérées au travers de six fonds de pension administrés par des conseils paritaires indépendants. Ces conseils indépendants sont composés de représentants du Groupe, des employés et retraités et parfois d'un expert indépendant. La réglementation requiert que ces conseils agissent dans l'intérêt des bénéficiaires du régime, ils doivent notamment s'assurer de l'équilibre financier des fonds de pension, et veiller à leur politique d'investissement et à leur gestion.

Quatre des six fonds de pension sont fermés et gelés. L'ensemble des droits acquis (qui sont basés sur le salaire et le nombre d'années d'ancienneté dans le Groupe) a été figé : les bénéficiaires encore en activité n'acquiescent plus de droits dans ces fonds à prestations définies.

L'obligation des fonds de pension au Royaume-Uni concerne des retraités (63%), des bénéficiaires de droits différés n'ayant pas encore liquidé leurs droits à retraite (29%) et des employés en activité (8%).

- Aux Etats-Unis, les obligations du Groupe consistent essentiellement en un fonds de pension fermé et gelé. L'obligation concerne des bénéficiaires de droits différés n'ayant pas encore liquidé leurs droits à retraite (33% des obligations), des retraités (34% des obligations) et des employés en activité (33%).

Les valorisations de plans de retraite à prestations définies ont été réalisées par des experts indépendants. Les principaux pays concernés sont les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, la France, la Suisse, les Emirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite, le Bahreïn, la Corée, les Philippines, le Japon et l'Inde.

Aucun évènement significatif de nature à modifier la valeur de l'engagement du Groupe au titre de ces régimes (modification significative de plan) n'est intervenue au cours de l'exercice.

Couverture financière

Le Groupe Publicis couvre ces engagements par des actifs financiers, principalement au Royaume-Uni et aux Etats Unis, afin de respecter ses obligations légales et/ou contractuelles et de limiter son exposition au risque de dérive de ces engagements (volatilité des taux, de l'inflation, allongement de l'espérance de vie...).

La stratégie de couverture des engagements du Groupe s'appuie sur des études de gestion actif/passif régulières pour s'assurer d'une allocation d'actifs optimale qui doivent permettre à la fois de limiter l'exposition aux risques de marchés en diversifiant les catégories d'actifs selon leur profil de risque, et doivent correspondre au mieux aux prestations à verser aux bénéficiaires, en fonction de la maturité des plans. Ces analyses sont réalisées par des conseillers indépendants et soumises à l'approbation des *Trustees*. Les investissements sont réalisés en fonction des contraintes légales et des conditions de déductibilité de telles couvertures propres à chaque pays. Les besoins de financement sont généralement déterminés plan par plan et de fait le surplus d'actif des plans surfinancés ne peut être utilisé pour couvrir les plans sous-financés.

Exposition aux risques

Les principaux risques auxquels le Groupe est exposé au travers des fonds de pension au Royaume-Uni et aux Etats-Unis sont les suivants :

- Volatilité des actifs financiers : les actifs financiers des régimes (actions, obligations, ...) ont le plus souvent un rendement supérieur au taux d'actualisation sur le long terme, mais sont volatiles à court terme, d'autant plus qu'ils sont mesurés à la juste valeur pour les besoins de la comptabilité annuelle du Groupe. L'allocation des actifs financiers est déterminée de manière à assurer la viabilité financière du régime à long terme.
- Variation des taux obligataires : une diminution des taux obligataires privés conduit à une augmentation de l'obligation des régimes telle que comptabilisée par le Groupe, même si cette augmentation est en partie réduite par un accroissement de la valeur des actifs financiers des régimes (pour la part d'obligations privées de première catégorie).
- Longévité : la plus grande part des prestations garanties par les régimes sont des prestations viagères, l'augmentation de l'espérance de vie conduit donc à une augmentation de l'obligation de ces régimes.
- Inflation : une partie importante des prestations garanties par les fonds de pension au Royaume-Uni est indexée sur l'inflation. Une hausse de l'inflation conduit à une augmentation de l'obligation (même si dans la plupart des cas des plafonds sont définis pour protéger le régime contre une hyper inflation). La plupart des actifs financiers sont soit non affectés par l'inflation, soit peu corrélés à

l'inflation, ce qui induit donc qu'une hausse de l'inflation conduirait à une hausse du déficit du régime au sens comptable. Les fonds de pension américains n'exposent pas le Groupe à un risque important lié à l'inflation, les prestations n'étant pas indexées sur l'inflation.

Écarts actuariels

Les écarts actuariels constatent les augmentations ou les diminutions non prévues de la valeur actuelle d'une obligation au titre de prestations définies ou de la juste valeur des actifs du régime correspondant. Les écarts actuariels résultant de la variation de la valeur actuelle d'une obligation d'un régime à prestations définies proviennent d'une part des ajustements liés à l'expérience (différences entre les hypothèses actuarielles antérieures et la réalité observée) et d'autre part des effets de changements d'hypothèses actuarielles.

Autres avantages à long terme

Le Groupe Publicis comptabilise également divers avantages à long terme, principalement des primes d'ancienneté, des médailles du travail en France notamment, et certains plans pluri-annuels pour lesquels la rémunération différée est liée à des conditions de présence.

Variation de la dette actuarielle

(en millions d'euros)	31 décembre 2017			31 décembre 2016		
	Retraite	Médical	Total	Retraite	Médical	Total
Dette actuarielle en début d'exercice	(722)	(25)	(747)	(685)	(26)	(711)
Coût courant des services rendus	(26)	-	(26)	(23)	-	(23)
Prestations versées	44	2	46	41	2	43
Intérêts sur la dette actuarielle	(19)	(1)	(20)	(22)	(1)	(23)
Effet de réévaluation	(12)	(3)	(15)	(60)	0	(60)
<i>Gains (pertes) d'expérience</i>	4	-	4	0	1	1
<i>Gains (pertes) liés au changement d'hypothèses économiques</i>	(16)	(1)	(17)	(55)	(1)	(56)
<i>Gains (pertes) liés aux autres changements d'hypothèses démographiques</i>	-	(2)	(2)	(5)	-	(5)
Acquisitions, cessions	(7)	-	(7)	3	-	3
Écarts de change	41	3	44	24	0	24
Dette actuarielle en fin d'exercice	(701)	(24)	(725)	(722)	(25)	(747)

Variation de la juste valeur des placements

(en millions d'euros)	31 décembre 2017			31 décembre 2016		
	Retraite	Médical	Total	Retraite	Médical	Total
Juste valeur des placements début d'exercice	490	-	490	500	-	500
Rendement effectif des actifs du régime	45	-	45	46	-	46
Cotisations employeur	27	1	28	23	2	25
Frais administratifs	(1)	-	(1)	(1)	-	(1)
Acquisitions, cessions	3	-	3	0	-	0
Prestations versées	(44)	(1)	(45)	(41)	(2)	(43)
Écarts de change	(29)	-	(29)	(37)	-	(37)
Juste valeur des placements fin d'exercice	491	-	491	490	-	490
Couverture financière	(210)	(24)	(234)	(232)	(25)	(257)
Incidence du plafonnement des actifs	(44)	-	(44)	(34)	-	(34)
Effet de l'exigence de financement minimal	(1)	-	(1)	(6)	-	(6)
Provision nette sur engagements de retraite à prestations définies et couverture médicale post-emploi	(255)	(24)	(279)	(272)	(25)	(297)
Provision sur autres avantages à long-terme	(15)	-	(15)	(33)	-	(33)
Total Provision sur engagements de retraite, autres avantages postérieurs à l'emploi et à long terme	(270)	(24)	(294)	(305)	(25)	(330)

Charge d'engagements de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions d'euros)	31 décembre 2017			31 décembre 2016		
	Retraite	Médical	Total	Retraite	Médical	Total
Coût courants des services rendus au cours de l'exercice	(26)	-	(26)	(22)	-	(22)
Charge financière	(7)	(1)	(8)	(7)	(1)	(8)
Charges des régimes à prestations définies	(33)	(1)	(34)	(29)	(1)	(30)
Coût des autres régimes (y compris régimes à cotisations définies) et autres avantages	(105)	-	(105)	(104)	-	(104)
Frais administratifs hors frais de gestion des plans	(1)	-	(1)	(1)	-	(1)
Coût total des retraites comptabilisé en compte de résultat	(139)	(1)	(140)	(134)	(1)	(135)

Répartition des actifs de couverture

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des plans par nature d'actifs et par hiérarchie de juste valeur. Les différents niveaux de hiérarchie de juste valeur sont définis dans la note 25.

(en millions d'euros)	31 décembre 2017				31 décembre 2016			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actions	102	-	-	102	120	-	-	120
Obligations	-	121	-	121	-	108	-	108
Obligations d'Etat	-	204	-	204	-	215	-	215
Immobilier	-	-	13	13	-	-	14	14
Autres	12	-	39	51	11	-	29	40
Total	114	325	52	491	131	323	43	497

Estimation de la contribution employeur et des prestations futures à payer

(en millions d'euros)	Retraite	Médical	Total
Estimation de la contribution employeur pour 2018	23	2	25

(en millions d'euros)	Retraite	Médical	Total
Estimation des prestations futures à payer			
2018	48	2	50
2019	41	2	43
2020	41	2	43
2021	41	2	43
2022	39	2	41
Exercices 2023 à 2027	196	9	205
Total sur les 10 prochains exercices	406	19	425

La durée moyenne des plans à fin décembre 2017 est de 13,16 ans.

Hypothèses actuarielles (Taux moyens pondérés)

Les taux d'actualisation sont déterminés par référence aux taux de rendement des obligations privées à long terme de première catégorie (notées au moins AA) et de maturité équivalente à la durée des régimes évalués. Ils ont été arrêtés sur la base d'indices externes communément retenus comme référence, notamment l'iBoxx en Europe et le City Group Index aux USA.

31 décembre 2017	Régimes de retraite				Couverture médicale postérieure à l'emploi	
	Etats-Unis	Royaume-Uni	Zone Euro	Autres Pays	Etats-Unis	Royaume-Uni
Taux d'actualisation	3,22%	2,40% - 2,50%	1,20%	0,30% - 7,15%	3,22%	2,40% - 2,50%
Augmentations futures des salaires	n/a	3,95% - 4,20%	2,25% ⁽¹⁾	1,50% - 8,00%	5,00%	n/a
Augmentations futures des retraites	n/a	1,90% - 3,60%	1,70% ⁽¹⁾	n/a	n/a	n/a

31 décembre 2016	Régimes de retraite				Couverture médicale postérieure à l'emploi	
	Etats-Unis	Royaume-Uni	Zone Euro	Autres Pays	Etats-Unis	Royaume-Uni
Taux d'actualisation	3,58%	2,15% - 2,35%	1,50%	0,30% - 6,55%	3,58%	2,55% - 2,70%
Augmentations futures des salaires	n/a	3,75% - 4,00%	2,25% ⁽¹⁾	1,50% - 10%	5,00%	n/a
Augmentations futures des retraites	n/a	1,70% - 3,50%	1,70% ⁽¹⁾	n/a	n/a	n/a

⁽¹⁾ Pour l'Allemagne uniquement

Le taux d'augmentation des frais médicaux retenu pour l'exercice 2017 est de 7,5% avec une baisse progressive vers un taux de 4,5%.

Analyse de sensibilité

Régimes de retraite					
<i>(en millions d'euros)</i>					
Augmentation de 0,5%					
	Etats-Unis	Royaume-Uni	Zone Euro	Autres Pays	Total
Variation du taux d'actualisation					
Effet sur la dette actuarielle en fin d'exercice	(11)	(17)	(7)	(7)	(42)
Variation du taux d'augmentation des salaires					
Effet sur la dette actuarielle en fin d'exercice	-	-	5	6	11

Régimes de retraite					
<i>(en millions d'euros)</i>					
Diminution de 0,5%					
	Etats-Unis	Royaume-Uni	Zone Euro	Autres Pays	Total
Variation du taux d'actualisation					
Effet sur la dette actuarielle en fin d'exercice	12	19	8	8	47
Variation du taux d'augmentation des salaires					
Effet sur la dette actuarielle en fin d'exercice	-	-	(4)	(4)	(8)

Couverture médicale postérieure à l'emploi						
<i>(en millions d'euros)</i>						
Augmentation de 0,5%			Diminution de 0,5%			
	Etats-Unis	Royaume-Uni	Total	Etats-Unis	Royaume-Uni	Total
Variation du taux d'actualisation						
Effet sur la dette actuarielle en fin d'exercice	(1)	-	(1)	1	-	1
Variation du taux d'augmentation des salaires						
Effet sur la dette actuarielle en fin d'exercice	-	-	-	-	-	-

NOTE 22. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

(en millions d'euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Emprunts obligataires (hors intérêts courus)	1 792	1 791
Autres emprunts et dettes	1 338	1 520
Total dette financière	3 130	3 311
Dont à court terme	350	283
Dont à long terme	2 780	3 028

VARIATION DES DETTES FINANCIÈRES

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	Flux de trésorerie	Variations hors trésorerie			31 décembre 2017
			Acquisitions	Variations de taux de change	Variations de juste valeur	
Eurobond 1,125% - décembre 2021 (TIE 1,261%) ⁽¹⁾	695	-	-	-	1	696
Eurobond 0,5% - novembre 2023 (TIE 0,741%) ⁽¹⁾	492	-	-	-	1	493
Eurobond 1,625% - décembre 2024 (TIE 1,732%) ⁽¹⁾	604	-	-	-	(1)	603
Emprunts obligataires (hors intérêts courus)	1 791	-	-	-	1	1 792
Prêt moyen terme syndiqué	972	-	-	(63)	-	909
Dettes sur compléments de prix d'acquisition	316	(232)	76	(24)	111	247
Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	62	(32)	7	(1)	3	39
Intérêts courus	4	-	-	-	2	6
Autres emprunts et lignes de crédit	40	(19)	-	-	-	21
Soldes créditeurs de banques	25	5	-	(3)	-	27
Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement	101	-	-	(12)	-	89
Autres dettes financières	170	(14)	-	(15)	2	143
Total des dettes financières	3 311	(278)	83	(103)	117	3 130
Juste valeur des dérivés de couverture sur Eurobond 2021 et 2024 ⁽²⁾	164	-	-	-	(174)	(10)
Juste valeur des dérivés de couverture sur prêt moyen terme syndiqué ⁽²⁾	-	-	-	-	(3)	(3)
Juste valeur des dérivés sur prêts et emprunts intragroupe ⁽²⁾	(3)	-	-	-	20	17
Total des dettes liées aux activités de financement	3 472	(278)	83	(103)	(40)	3 134

(1) Net des frais d'émission. Le nombre de titres au 31 décembre 2017 est de 7 000 pour les Eurobond échus en 2021, 5 000 pour ceux échus en 2023 et 6 000 pour ceux échus en 2024. Le taux d'intérêts effectif (TIE) est donné pour chaque Eurobond.

(2) Présentés en « Autres créances et actifs courants » et/ou « Autres dettes et passifs courants » au bilan consolidé.

Emprunts obligataires

Les emprunts obligataires émis par Publicis Groupe S.A. sont à taux fixe et en euros.

L'emprunt de 700 millions d'euros à échéance décembre 2021 (Eurobond 2021) et l'emprunt de 600 millions d'euros à échéance décembre 2024 (Eurobond 2024) ont été swapés en dollars US à taux fixe afin de financer l'acquisition de Sapien Corporation.

Les swaps ont été qualifiés de couverture de flux de trésorerie du financement intragroupe en dollars US. La juste valeur de ces swaps est inscrite au bilan en autres dettes et passifs courants pour (10) millions d'euros au 31 décembre 2017 (164 millions d'euros au 31 décembre 2016). La variation de juste valeur de ces instruments est comptabilisée en autres éléments du résultat global et recyclée en compte de

résultat au même rythme que le versement des intérêts sur emprunt et la variation de valeur de l'actif en dollars US.

Ces instruments financiers ont été comptabilisés à la juste valeur en fonction de la méthode d'évaluation du niveau 2 qui correspond aux données observables autres qu'un prix coté pour des instruments identiques sur un marché actif. Ces données observables correspondent notamment aux cours de change et aux taux d'intérêts.

En 2017, Publicis Groupe a mis en place un swap de taux d'intérêt visant à se couvrir contre les variations de taux de la composante en dollars US (555 millions de dollars US) du prêt moyen terme syndiqué à taux variable.

Analyse par échéance de remboursement

31 décembre 2017

(en millions d'euros)	Total	Echéance					
		-1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires (hors intérêts courus)	1 792	-	-	-	696	-	1 096
Prêt moyen terme syndiqué	909	149	306	454	-	-	-
Dettes sur compléments de prix d'acquisition	247	138	50	38	15	6	-
Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	39	17	4	11	3	4	-
Autres dettes financières	143	46	8	-	-	-	89
Total des dettes financières	3 130	350	368	503	714	10	1 185
Juste valeur des dérivés de couverture sur Eurobond 2021 et 2024	(10)	-	-	-	7	-	(17)
Juste valeur des dérivés sur prêts et emprunts intragroupe	14	14	-	-	-	-	-
Total des dettes liées aux activités de financement	3 134	364	368	503	721	10	1 168

31 décembre 2016

(en millions d'euros)	Total	Echéance					
		-1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires (hors intérêts courus)	1 791	-	-	-	-	695	1 096
Prêt moyen terme syndiqué	972	-	324	324	324	-	-
Dettes sur compléments de prix d'acquisition	316	197	79	31	9	-	-
Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	62	23	16	10	11	2	-
Autres dettes financières	170	63	6	-	-	-	101
Total des dettes financières	3 311	283	425	365	344	697	1 197
Juste valeur des dérivés de couverture sur Eurobond 2021 et 2024	164	-	-	-	-	105	59
Juste valeur des dérivés sur prêts et emprunts intragroupe	(3)	(3)	-	-	-	-	-
Total des dettes liées aux activités de financement	3 472	280	425	365	344	802	1 256

Analyse par devise

(en millions d'euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Euros*	2 263	2 283
Dollars américains	713	802
Autres devises	154	226
Total	3 130	3 311

* y compris 1 289 millions d'euros d'Eurobonds swapés en USD au 31 décembre 2017 (1 299 millions d'euros au 31 décembre 2016).

Analyse par catégorie de taux

Voir Note 26. Gestion des risques - « Exposition au risque de taux ».

Exposition au risque de liquidité

Les paiements futurs relatifs à la dette financière hors effets de l'actualisation (à l'exclusion des dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement) se présentent comme suit :

31 décembre 2017

(en millions d'euros)	Total	Echéance					
		-1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires (hors intérêts courus)	1914	21	21	21	719	12	1 120
Prêt moyen terme syndiqué	909	149	306	454	-	-	-
Dettes sur compléments de prix d'acquisition	247	138	50	38	15	6	-
Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	39	17	4	11	3	4	-
Autres dettes financières	54	46	8	-	-	-	-
Total des dettes financières	3 163	371	389	524	737	22	1 120
Juste valeur des dérivés de couverture sur Eurobond 2021 et 2024	(10)	-	-	-	7	-	(17)
Juste valeur des dérivés sur prêts et emprunts intragroupe	14	14	-	-	-	-	-
Total des dettes liées aux activités de financement	3 167	385	389	524	744	22	1 103

31 décembre 2016

(en millions d'euros)	Total	Echéance					
		-1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires (hors intérêts courus)	1 934	21	21	21	21	720	1 130
Prêt moyen terme syndiqué	972	-	324	324	324	-	-
Dettes sur compléments de prix d'acquisition	316	197	79	31	9	-	-
Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	62	23	16	10	11	2	-
Autres dettes financières	70	63	7	-	-	-	-
Total des dettes financières	3 354	304	447	386	365	722	1 130
Juste valeur des dérivés de couverture sur Eurobond 2021 et 2024	164	-	-	-	-	105	59
Juste valeur des dérivés sur prêts et emprunts intragroupe	(3)	(3)	-	-	-	-	-
Total des dettes liées aux activités de financement	3 515	301	447	386	365	827	1 189

Pour faire face au risque de liquidité, Publicis dispose d'une part de disponibilités conséquentes (trésorerie et équivalents de trésorerie) pour un total au 31 décembre 2017 de 2 407 millions d'euros et d'autre part de lignes de crédit confirmées non utilisées qui s'élèvent à 2 678 millions d'euros au 31 décembre 2017. La composante principale de ces lignes est un crédit syndiqué multidevises de 2 000 millions d'euros, à échéance 2020. Ces sommes disponibles ou mobilisables quasiment immédiatement permettent largement de faire face aux besoins de financement généraux du Groupe.

Les emprunts obligataires émis par le Groupe ainsi que le prêt moyen terme syndiqué, qui composent l'essentiel de la dette si l'on exclut les découverts bancaires, ne comportent pas de « covenants » financiers. Les clauses d'exigibilité anticipée (« credit default events ») sont de type standard (liquidation, cessation des paiements, défaut de paiement de la dette elle-même ou de remboursement d'une autre dette d'un montant supérieur à un seuil défini) et sont applicables généralement au-delà d'un seuil de 25 millions d'euros.

Le Groupe n'a pas mis en place de dérivés de crédit à ce jour.

Contrats de location financement

Le rapprochement entre les paiements futurs minimaux au titre des contrats de location financement et la valeur actualisée des paiements minimaux nets au titre des locations se présente de la façon suivante :

31 décembre 2017							
(en millions d'euros)	Total	Echéance					
		2018	2019	2020	2021	2022	+ 5 ans
Paievements minimaux	194	11	11	12	12	12	136
Effets de l'actualisation	(105)	(11)	(11)	(12)	(12)	(12)	(47)
Valeur actualisée des paievements minimaux	89	-	-	-	-	-	89

31 décembre 2016							
(en millions d'euros)	Total	Echéance					
		2017	2018	2019	2020	2021	+ 5 ans
Paievements minimaux	234	13	13	13	13	14	168
Effets de l'actualisation	(133)	(13)	(13)	(13)	(13)	(14)	(67)
Valeur actualisée des paievements minimaux	101	-	-	-	-	-	101

Note 23. Autres dettes et passifs courants

(en millions d'euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Avances et acomptes reçus	329	344
Dettes envers le personnel	586	588
Dettes fiscales (hors impôt société)	238	188
Produits constatés d'avance	452	483
Dérivés adossés aux actifs et passifs courants	11	60
Dérivés sur Eurobond 2021 et 2024	(10)	164
Dérivés sur prêts et emprunts intragroupe	38	61
Autres passifs courants	170	217
Total	1 814	2 105

Note 24. Engagements

Contrats de location simple

31 décembre 2017							
(en millions d'euros)	Total	Echéance					
		2018	2019	2020	2021	2022	+ 5 ans
Engagements donnés							
Contrats de location simple	1 982	387	207	263	237	190	698
Engagements reçus							
Contrats de sous-locations immobilières	40	9	8	7	7	7	2

31 décembre 2016							
(en millions d'euros)	Total	Echéance					
		2017	2018	2019	2020	2021	+ 5 ans
Engagements donnés							
Contrats de location simple	2 192	356	313	270	255	227	771
Engagements reçus							
Contrats de sous-locations immobilières	13	4	2	2	1	1	2

Les charges de location (nettes des revenus des sous-locations) se sont élevées à 335 millions d'euros en 2017 contre 344 millions d'euros en 2016.

Autres engagements

31 décembre 2017				
<i>(en millions d'euros)</i>	Total	Echéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Engagements donnés				
Cautions et garanties ⁽¹⁾	195	39	36	120
Autres engagements ⁽²⁾	274	120	154	-
Total	469	159	190	120
Engagements reçus				
Lignes de crédit confirmées non utilisées	2 678	528	2 150	-
Lignes de crédit non confirmées non utilisées	249	249	-	-
Autres engagements	19	4	9	6
Total	2 946	781	2 159	6

(1) Au 31 décembre 2017, les cautions et garanties comprennent des engagements de versement dans des FCPI pour 70 millions d'euros jusqu'en 2027. Elles comprennent également environ 13 millions d'euros de garanties sur opérations d'achat d'espaces.

(2) Il s'agit, à hauteur de 265 millions d'euros, de redevances minimum garanties dans le cadre de contrats d'exploitation d'espaces publicitaires.

31 décembre 2016				
<i>(en millions d'euros)</i>	Total	Echéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Engagements donnés				
Cautions et garanties ⁽¹⁾	164	70	38	56
Autres engagements ⁽²⁾	375	122	250	3
Total	539	192	288	59
Engagements reçus				
Lignes de crédit confirmées non utilisées	2 686	236	2 450	-
Lignes de crédit non confirmées non utilisées	251	251	-	-
Autres engagements	20	3	9	8
Total	2 957	490	2 459	8

(1) Au 31 décembre 2016, les cautions et garanties comprennent une garantie de paiement des taxes immobilières et des charges relatives aux immeubles de Leo Burnett à Chicago, pour un montant total de 11 millions d'euros étalés jusqu'en 2022. Elles comprennent également environ 14 millions d'euros de garanties sur opérations d'achat d'espaces.

(2) Il s'agit, à hauteur de 359 millions d'euros, de redevances minimum garanties dans le cadre de contrats d'exploitation d'espaces publicitaires.

Obligations liées aux Bons de souscription d'actions

L'exercice des bons de souscription, qui peut intervenir à tout moment depuis le 24 septembre 2013 et ce jusqu'au 24 septembre 2022, entraîne une augmentation de capital de Publicis Groupe. La parité de remboursement a été ajustée d'un multiple de 1,015 afin de tenir compte de la part des distributions prélevée sur les réserves et les primes de la Société. Après l'annulation des bons de souscription rachetés au cours des précédents exercices ou exercés depuis le 24 septembre 2013, Publicis Groupe est, au 31 décembre 2017, engagé à créer (dans l'hypothèse où les 1 161 509 bons de souscription d'actions restant en circulation seraient exercés) 1 178 932 actions de 0,40 euro de nominal et 30,10 euros de prime.

Autres engagements

Au 31 décembre 2017, il n'existe aucun engagement significatif de type nantissement, garantie ou sûreté réelle, ni aucun autre engagement hors-bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

Note 25. Instruments financiers

Bilan par catégorie d'instruments financiers

31 décembre 2017

(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances, Emprunts et dettes	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers	169	-	85	81	3	-	-
Clients et comptes rattachés	9 750	-	-	9 750	-	-	-
Autres créances et actifs courants ⁽¹⁾	112	-	-	79	-	-	33
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 407	2 407	-	-	-	-	-
Actifs	12 438	2 407	85	9 910	3	-	33
Dettes financières à plus d'un an	2 780	-	-	-	-	2 780	-
Dettes financières à moins d'un an	350	-	-	-	-	350	-
Total dettes financières	3 130	-	-	-	-	3 130	-
Fournisseurs et comptes rattachés	11 541	-	-	11 541	-	-	-
Autres dettes et passifs courants ⁽²⁾	210	-	-	171	-	-	39
Passifs	14 881	-	-	11 712	-	3 130	39

31 décembre 2016

(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances, Emprunts et dettes	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers	182	-	83	97	2	-	-
Clients et comptes rattachés	10 010	-	-	10 010	-	-	-
Autres créances et actifs courants ⁽¹⁾	194	-	-	70	-	-	124
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 228	2 228	-	-	-	-	-
Actifs	12 614	2 228	83	10 177	2	-	124
Dettes financières à plus d'un an	3 028	-	-	-	-	3 028	-
Dettes financières à moins d'un an	283	-	-	-	-	283	-
Total dettes financières	3 311	-	-	-	-	3 311	-
Fournisseurs et comptes rattachés	11 992	-	-	11 992	-	-	-
Autres dettes et passifs courants ⁽²⁾	502	-	-	217	-	-	285
Passifs	15 805	-	-	12 209	-	3 311	285

(1) A l'exception des créances fiscales, des avances et acomptes versés aux fournisseurs et des charges constatées d'avance (Voir note 17)

(2) A l'exception des avances et acomptes reçus, des dettes envers le personnel, des dettes fiscales et des produits constatés d'avance (Voir note 23)

Compte de résultat par catégorie d'instruments financiers

31 décembre 2017

(en millions d'euros)	Valorisation à la juste valeur	Intérêts sur actifs réévalués à la juste valeur	Dividendes sur actifs disponibles à la vente	Dépréciation sur actifs détenus jusqu'à l'échéance	Dette au coût amorti		Prêts et créances		Variation de valeur des dérivés
					Effets de change	Intérêts	Effets de change	Dépréciations et autres reprises	
Résultat opérationnel	-	-	-	-	-	-	-	(30)	-
Coût de l'endettement financier net	-	50	-	-	-	(101)	-	-	-
Autres charges et produits financiers ⁽¹⁾	-	-	(1)	-	-	-	(156)	-	155

31 décembre 2016

(en millions d'euros)	Valorisation à la juste valeur	Intérêts sur actifs réévalués à la juste valeur	Dividendes sur actifs disponibles à la vente	Dépréciation sur actifs détenus jusqu'à l'échéance	Dette au coût amorti		Prêts et créances		Variation de valeur des dérivés
					Effets de change	Intérêts	Effets de change	Dépréciations et autres reprises	
Résultat opérationnel	-	-	-	-	-	-	-	(23)	-
Coût de l'endettement financier net	-	33	-	-	-	(107)	-	-	-
Autres charges et produits financiers ⁽¹⁾	-	-	(1)	-	-	-	28	-	(17)

(1) A l'exclusion du coût financier lié à l'actualisation des provisions immobilières à long terme et aux provisions pour retraites (Voir Note 7).

Juste valeur

La valeur comptable des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti est proche de la juste valeur, sauf pour les dettes financières, dont la juste valeur est de 3 319 millions d'euros au 31 décembre 2017 (contre une valeur comptable de 3 130 millions d'euros). Au 31 décembre 2016, la juste valeur des dettes financières était de 3 554 millions d'euros (contre une valeur comptable de 3 311 millions d'euros).

La juste valeur des Eurobonds, des emprunts obligataires avec option de conversion et des Oranes pour la partie dette a été calculée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêts du marché (niveau 2 de juste valeur).

Hiérarchie de la juste valeur

Le tableau ci-dessous présente une analyse des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur en fonction de la méthode d'évaluation. Les différents niveaux de juste valeur ont été définis de la manière suivante :

- Niveau 1 : Prix cotés sur un marché actif pour des instruments identiques;
- Niveau 2 : Données observables autres qu'un prix coté pour des instruments identiques sur un marché actif;
- Niveau 3 : Données significatives non observables.

31 décembre 2017				
(en millions d'euros)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements liquides à court terme	1 390	-	-	1 390
Actifs financiers disponibles à la vente	73	-	17	90
Instruments dérivés Actifs	-	33	-	33
	1 463	33	17	1 513
Instruments dérivés Passifs	-	(39)	-	(39)
Total	1 463	(6)	17	1 474

31 décembre 2016

(en millions d'euros)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements liquides à court terme	112	-	-	112
Actifs financiers disponibles à la vente	68	-	18	86
Instruments dérivés Actifs	-	124	-	124
	180	124	18	322
Instruments dérivés Passifs	-	(285)	-	(285)
Total	180	(161)	18	37

Note 26. Gestion des risques

Exposition au risque de taux

La répartition des dettes entre taux fixe et taux variable est décidée par la direction du Groupe et revue périodiquement en fonction de l'évolution prévisible des taux d'intérêt.

A fin 2017, la dette financière brute du Groupe hors dettes sur compléments de prix d'acquisition et sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) se trouve composée :

- à hauteur de 83 % par des emprunts à taux fixe dont le taux moyen 2017 a été de 3 %,
- à hauteur de 17 % par des emprunts à taux variable.

Le tableau suivant présente la valeur comptable au 31 décembre 2017 par échéance des instruments financiers du Groupe qui sont exposés au risque de taux d'intérêt :

(en millions d'euros)	Total au 31 décembre 2017	Echéances		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Taux fixe				
Eurobond 2021 ⁽²⁾⁽³⁾	696	-	696	-
Eurobond 2023 ⁽³⁾	493	-	-	493
Eurobond 2024 ⁽¹⁾⁽³⁾	603	-	-	603
Prêt moyen terme syndiqué ⁽⁴⁾	463	-	463	-
Dettes liées à des contrats de location financement	89	-	-	89
Passif (actif) net à taux fixe	2 344	-	1 159	1 185
Taux variable				
Prêt moyen terme syndiqué	446	149	297	-
Emprunts bancaires	21	13	8	-
Soldes créditeurs de banques	27	27	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 407)	(2 407)	-	-
Autres actifs financiers	(169)	(169)	-	-
Passif (actif) net à taux variable	(2 082)	(2 387)	305	-

(1) Les swaps sur Eurobond 2024 ont les caractéristiques suivantes:

- 300 m€ équivalent, 10 ans, à 2.994 % taux fixe
- 300 m€ équivalent, 10 ans, à 2.965 % taux fixe

(2) Les swaps sur Eurobond 2021 ont les caractéristiques suivantes :

- 350 m€ équivalent, 7 ans, à 2.921 % taux fixe
- 350 m€ équivalent, 7 ans, à 2.918 % taux fixe

(3) Net des frais d'émission

(4) Swap de taux d'intérêt de taux variable à taux fixe contracté en 2017 sur la composante en dollars US (555 millions de dollars US) (voir note 22)

Exposition au risque de change

- Actif net

Le tableau ci-après présente l'actif net du Groupe au 31 décembre 2017 ventilé sur les principales devises :

(en millions d'euros)	Total au 31 décembre 2017	Euro ⁽¹⁾	Dollar US	Livre Sterling	Real Brésilien	Yuan	Autres
Actifs	23 780	3 821	12 243	1 526	509	1 474	4 207
Passifs	(17 822)	(4 130)	(8 836)	(821)	(286)	(959)	(2 790)
Actif net	5 958	(309)	3 407	705	223	515	1 417
Effet des couvertures de change ⁽²⁾		2 270	(2 474)	341	-	2	(139)
Actif net après couverture	5 958	1 961	933	1 046	223	517	1 278

(1) Monnaie de présentation des états financiers consolidés

(2) Les instruments financiers utilisés dans le cadre de la couverture des risques de change sont principalement des swaps de devises

Par ailleurs, l'évolution des cours des devises par rapport à l'Euro, monnaie dans laquelle les comptes du Groupe sont présentés, est susceptible d'avoir une incidence sur le bilan et le compte de résultat consolidés du Groupe.

- Revenus et Marge opérationnelle

La répartition des revenus du Groupe par devise dans laquelle ces revenus sont réalisés est présentée ci-après :

	2017	2016
Euro	15%	15%
Dollar US	52%	52%
Livre Sterling	9%	9%
Autres	24%	24%
Total des revenus	100%	100%

L'impact d'une baisse de 1 % du cours de l'euro par rapport au Dollar US et à la Livre Sterling serait (impact favorable) :

- de 58 millions d'euros sur le revenu consolidé 2017,
- de 9 millions d'euros sur la marge opérationnelle 2017.

Les transactions commerciales sont majoritairement effectuées dans les devises locales des pays au sein desquels elles sont réalisées. De ce fait, les risques de change en découlant sont peu significatifs et font l'objet ponctuellement d'opérations de couverture.

En ce qui concerne les opérations de prêts/emprunts intragroupe, celles-ci font l'objet de couvertures appropriées, dès lors qu'elles présentent une exposition significative nette au risque de change.

Les instruments financiers dérivés utilisés sont en général des contrats de change à terme ou des swaps de devises.

Exposition au risque de contrepartie client

Le Groupe analyse ses créances clients en se focalisant notamment sur l'amélioration de ses délais de recouvrement, dans le cadre de la gestion de son besoin en fonds de roulement. La Trésorerie Groupe effectue un suivi des créances échues pour l'ensemble du Groupe. Par ailleurs, le Groupe revoit périodiquement la liste des principaux clients afin de déterminer l'exposition au risque de contrepartie client à l'échelle du Groupe et met en place si nécessaire un suivi spécifique sous forme d'un état hebdomadaire synthétisant l'exposition vis-à-vis de certains clients.

Les dépréciations éventuelles sont évaluées sur une base individuelle et prennent en compte différents critères comme la situation du client et les retards de paiement. Aucune dépréciation n'est passée sur une base globale.

Le tableau ci-dessous détaille l'antériorité des créances clients facturées, sur les deux derniers exercices :

<i>(en millions d'euros)</i>	2017	2016
Créances non échues	6 023	6 295
Créances échues :		
Jusqu'à 30 jours	418	516
31 à 60 jours	120	150
61 à 90 jours	68	50
91 à 120 jours	29	28
Plus de 120 jours	141	128
Total créances échues	776	872
Créances clients facturées	6 799	7 167
Dépréciation	(90)	(85)
Créances clients facturées nettes	6 709	7 082

Information sur les principaux clients

<i>En % du revenu</i>	2017	2016
Cinq premiers clients	13%	14%
Dix premiers clients	19%	20%
Vingt premiers clients	30%	30%
Trente premiers clients	36%	37%
Cinquante premiers clients	44%	45%
Cent premiers clients	55%	55%

Exposition au risque de contrepartie bancaire

Le Groupe a défini une politique de sélection des banques autorisées comme contrepartie pour l'ensemble de ses filiales. Cette politique rend obligatoire les dépôts de liquidités auprès des banques autorisées et plus généralement le recours à ces seules banques pour l'ensemble des services bancaires. La liste des banques autorisées est revue périodiquement par le département Trésorerie du Groupe. Les exceptions à cette politique sont gérées de façon centralisée pour l'ensemble du Groupe par la Trésorerie.

En complément, des analyses sont effectuées, afin de s'assurer que la majeure partie de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est déposée auprès des banques autorisées.

Autre

Dans le cadre de l'enquête conduite par la division anti-trust du Department of Justice aux Etats-Unis sur la production vidéo dans la publicité, une des filiales de Publicis Groupe a reçu en date du 14 décembre 2016 une demande de communication de pièces (subpoena). Le Groupe appuyé d'un conseil extérieur a continué à collaborer à l'enquête de façon complète et productive.

Note 27. Information sectorielle

Information par secteur d'activité

L'organisation que Publicis Groupe développe depuis plusieurs années est conçue pour assurer aux clients du Groupe une prestation de communication globale et holistique imbriquant toutes les disciplines. La nouvelle organisation du Groupe mise en place au 1er janvier 2016 a conduit principalement à regrouper les réseaux d'agences existants par pôles mais conserve une approche centrée sur les clients. De ce fait, la nouvelle organisation n'a pas fondamentalement changé l'analyse de l'information sectorielle à présenter.

Ainsi le Groupe a identifié des secteurs opérationnels qui correspondent aux pôles et qui peuvent être regroupés dans la mesure où leurs caractéristiques économiques sont similaires (convergence des niveaux de marge des différents secteurs opérationnels) ainsi que la nature des services fournis aux clients (panel complet de services publicitaires et de communication) et le type de clients auxquels sont destinés ces services (la très grande majorité des 50 premiers clients du Groupe sont clients de plusieurs secteurs opérationnels). Les secteurs opérationnels sont ainsi regroupés en un seul secteur à présenter, conformément à la norme IFRS 8.

Information par zone géographique

Compte tenu de l'importance de la localisation géographique dans l'analyse de l'activité, le Groupe a fait le choix de maintenir un niveau d'information détaillé par zone géographique.

Les informations sont déterminées sur la base de la localisation des agences.

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique Latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
Exercice 2017						
Informations concernant le compte de résultat						
Revenu ⁽¹⁾	2 758	5 187	1 060	389	296	9 690
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(55)	(76)	(22)	(5)	(3)	(161)
Marge opérationnelle	423	831	151	64	36	1 505
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(15)	(54)	(2)	(2)	-	(73)
Perte de valeur	(52)	(2)	(58)	-	(3)	(115)
Autres produits et charges non courants	20	(15)	4	(4)	(6)	(1)
Résultat opérationnel après perte de valeur	376	760	95	58	27	1 316
Informations concernant le bilan						
Ecart d'acquisitions nets	2 415	4 393	1 066	372	204	8 450
Immobilisations incorporelles nettes	109	1 002	1	9	3	1 124
Immobilisations corporelles nettes	304	213	51	14	8	590
Autres actifs financiers	104	29	29	5	2	169
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(53)	(54)	(21)	(5)	(3)	(136)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	13	(12)	1	(1)	1	2
Acquisitions de filiales	(90)	(163)	(19)	(8)	(9)	(289)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones

Voir l'information sur l'exposition au risque de change qui présente les passifs par devise en note 26.

<i>(en millions d'euros)</i>	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique Latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
Exercice 2016						
Informations concernant le compte de résultat						
Revenu ⁽¹⁾	2 760	5 236	1 085	365	287	9 733
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(56)	(78)	(23)	(5)	(4)	(166)
Marge opérationnelle	429	813	173	51	50	1 516
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(18)	(56)	(2)	(3)	-	(79)
Perte de valeur	(310)	(1 029)	(59)	(1)	(41)	(1 440)
Autres produits et charges non courants	13	-	-	(2)	1	12
Résultat opérationnel après perte de valeur	114	(272)	112	45	10	9
Informations concernant le bilan						
Ecart d'acquisitions nets	2 484	4 850	1 195	416	205	9 150
Immobilisations incorporelles nettes	127	1 202	2	12	2	1 345
Immobilisations corporelles nettes	300	259	55	17	9	640
Autres actifs financiers	105	39	31	5	2	182
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(70)	(66)	(30)	(4)	(3)	(173)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(8)	(4)	1	-	(1)	(12)
Acquisitions de filiales	(110)	(88)	(28)	(5)	(9)	(240)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones

Note 28. Plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions et plans d'actions gratuites de Publicis Groupe SA

Deux types de plans d'actions gratuites ont été mis en place au cours de l'année 2017, avec les caractéristiques suivantes :

- Plan d'incentive à long terme dit « LTIP 2017 » (mai 2017)

Dans le cadre de ce plan, un certain nombre de dirigeants du Groupe se sont vu attribuer des actions gratuites, sous une double condition. Tout d'abord, les actions sont soumises à une condition de présence, pendant la période d'acquisition des droits de trois ans. Ensuite, les actions gratuites sont soumises à des critères de performance, de telle sorte que le nombre total d'actions livrées dépendra du niveau d'atteinte d'objectifs de croissance et de rentabilité de l'année 2017. L'attribution, effectuée en mai 2017, deviendra effective en mai 2020.

- Plan d'incentive à long terme dit « Plan Sapient 2017 » (juin 2017)

Conformément aux accords conclus lors de l'acquisition de Sapient et à titre transitoire pour les années 2015 à 2017, il a été mis en place au titre de l'année 2017, parallèlement au LTIP 2017 qui ne concerne que les salariés du Groupe à l'exclusion de ceux de Publicis.Sapient, deux plans spécifiques au bénéfice des seuls dirigeants et salariés de Publicis.Sapient. Le premier plan est soumis à la seule condition de présence, et donne lieu à la livraison d'un quart des actions attribuées aux dates anniversaire des quatre premières années du plan (soit juin 2017, 2018, 2019 et 2020). Le second plan est soumis, en plus de la condition de présence, à des conditions de performance, de telle sorte que le nombre total d'actions livrées dépendra du niveau d'atteinte d'objectifs pour les années 2017, 2018 et 2019. Les actions finalement attribuées en fonction du niveau d'atteinte de ces performances seront livrables à l'issue d'une période de trois ans, soit en juin 2020.

Par ailleurs, en 2017, il a été procédé à la mesure de la performance des plans suivants :

- LTIP 2016 : le taux d'atteinte des objectifs de performance constaté pour l'année 2016 est de 50%.

- Plans Sapien 2015 et 2016 : les objectifs fixés pour 2016 n'ont pas été atteints.
- Plan Lionlead3 2016-2018 : les objectifs fixés pour l'année 2016 ont été atteints à 75%.

Plans d'options de souscription ou d'achat d'actions Publicis Groupe à l'origine

Caractéristiques des plans de stock-options Publicis Groupe en cours au 31 décembre 2017

Plans	Type ⁽¹⁾	Date d'attribution	Prix d'exercice des options (en euros)	Options restant à lever au 1 ^{er} janvier 2017 (ou si postérieure : date d'attribution)	Options annulées, prescrites ou transférées ⁽²⁾ en 2017	Options exercées en 2017	Options restant à lever au 31 décembre 2017	Dont exerçables au 31 décembre 2017	Date limite de levée	Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
23 ^e tranche LTIP 2006-2008	A	24/08/2007	31,31	111 419	(29 980)	(81 439)	-	-	24/08/2017	-
Co-investissement 2013 France - options	A	30/04/2013	52,76	323 371	-	(39 358)	284 013	284 013	30/04/2023	5,33
Co-investissement 2013 Hors France - options	A	30/04/2013	52,76	1 790 362	(48 823)	(638 15)	1 103 524	1 103 524	30/04/2023	5,33
Total des tranches				2 225 152	(78 803)	(758 812)	1 387 537	1 387 537		

(1) A = options d'achat d'actions – S = options de souscription d'actions.

(2) Il s'agit le cas échéant de transferts entre les plans France et étranger liés à la mobilité géographique des bénéficiaires.

La période d'acquisition des droits des plans ci-dessus est terminée, mais l'exercice des options reste soumis à une condition de présence jusqu'à la date d'exercice de celles-ci.

Mouvements sur plans de stock-options Publicis Groupe au cours des deux derniers exercices

	2017		2016	
	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice (en euros)	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice (en euros)
Options au 1 ^{er} janvier	2 225 152	51,69	5 372 943	50,72
Options attribuées durant l'exercice	-	-	-	-
Options exercées ⁽¹⁾	(758 812)	50,46	(404 760)	33,75
Options annulées ou prescrites	(78 803)	44,60	(2 743 031)	52,43
Options au 31 décembre	1 387 537	52,76	2 225 152	51,69
Dont exerçables	1 387 537	52,76	434 790	47,26
(1) Cours moyen de levée des options (en euros)		61,88		62,10

Plans d'actions gratuites Publicis Groupe à l'origine

Caractéristiques des plans d'actions gratuites Publicis Groupe en cours au 31 décembre 2017

Plans	Date d'attribution initiale	Attributions au 1 ^{er} janvier 2017 (ou si postérieure : date d'attribution)	Actions annulées, prescrites ou transférées ⁽¹⁾ en 2017	Actions ayant fait l'objet d'une attribution définitive en 2017 ⁽²⁾	Actions restant à attribuer au 31 décembre 2017	Date d'attribution définitive ⁽³⁾	Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
Plan 50 actions gratuites 2013 – 26 pays	01/02/2013	116 400	(2 125)	(114 275)	-	01/02/2017	-
Plan LTIP 2013 – Hors France	16/04/2013	252 990	(34 796)	(218 194)	-	16/04/2017	-
Plan LTIP 2013-2015 (membres du Directoire Hors France)	17/06/2013	18 632	-	(18 632)	-	17/06/2017	-
Plan de co-investissement 2013 Hors France – Actions	30/04/2013	504 118	1 365	(505 483)	-	30/04/2017	-
Plan LTIP 2014 – France	20/03/2014	34 781	(2 300)	(32 481)	-	20/03/2017	-
Plan LTIP 2014 – Hors France	20/03/2014	229 325	(16 467)	-	212 858	20/03/2018	0,22
Plan LTIP 2015 – France	17/04/2015	36 182	(900)	-	35 282	17/04/2018	0,29
Plan LTIP 2015 – Hors France	17/04/2015	247 201	(18 638)	-	228 563	17/04/2019	1,29
Plan Sapient 2015 (4 ans)	17/04/2015	277 452	(48 459)	(116 043)	112 950	2016 à 2019	1,29
Plan Sapient 2015 (3 ans)	17/04/2015	42 665	(30 774)	(5 628)	6 263	17/04/2018	0,29
Plan LTIP 2016	23/06/2016	745 600	(428 100)	-	317 500	23/06/2019	1,48
Plan LTIP 2016-2018 Directoire & Directoire +	23/06/2016	120 000	-	-	120 000	23/06/2019	1,48
Plan LionLead3 2016 - France	16/06/2016	509 652	40 822	-	550 474	16/06/2019	1,46
Plan LionLead3 2016 - International	16/06/2016	3 239 379	(429 177)	-	2 810 202	16/06/2020	2,46
Plan LionLead3 2016 - Directoire & Directoire+	16/06/2016	833 976	(173 745)	-	660 231	23/06/2019	1,48
Plan Sapient 2016 (4 ans)	15/04/2016	381 342	(53 301)	(101 259)	226 782	2017 à 2020	2,29
Plan Sapient 2016 (3 ans)	15/04/2016	61 262	(43 954)	(9 328)	7 980	15/04/2019	1,29
Plan LTIP 2017	18/05/2017	678 450	(11 550)	-	666 900	18/05/2020	2,38
Plan Sapient 2017 (4 ans)	15/06/2017	240 048	(12 138)	-	227 910	2018 à 2021	3,46
Plan Sapient 2017 (3 ans)	15/06/2017	287 952	(25 602)	-	262 350	15/06/2020	2,46
Total des plans d'actions gratuites		8 857 407	(1 289 839)	(1 121 323)	6 446 245		

⁽¹⁾ Il s'agit le cas échéant de transferts entre les plans France et étranger liés à la mobilité géographique des bénéficiaires.

⁽²⁾ Dans des cas exceptionnels, prévus dans les règlements de plans, il peut être procédé à des livraisons d'actions avant la fin de la période d'acquisition.

⁽³⁾ Plans attribués avant 2016 : les bénéficiaires français doivent respecter une période d'indisponibilité supplémentaire de deux ans après l'attribution définitive.

L'attribution des actions gratuites dans le cadre des plans ci-dessus est liée à une condition de présence pendant toute la période d'acquisition. L'attribution est également soumise à des conditions de performance hors marché pour les plans LTIP 2012 à 2017, pour le plan de co-investissement 2013 en ce qui concerne les seuls membres du Directoire, pour les plans Sapient 2015 à 2017 dont la période d'acquisition est de 3 ans, et enfin pour le plan LionLead3 (en outre soumis à une condition de marché).

Mouvements sur plans d'actions gratuites Publicis Groupe au cours des deux derniers exercices

	2017	2016
Attributions provisoires au 1 ^{er} janvier	7 650 957	3 019 291
Attributions provisoires de l'année	1 206 450	6 101 239
Attributions définitives (livraisons)	(1 121 323)	(299 238)
Attribution devenues caduques	(1 289 839)	(1 170 335)
Attributions provisoires au 31 décembre	6 446 245	7 650 957

Détermination de la juste valeur des actions gratuites Publicis Groupe attribuées au cours de l'exercice:

Actions gratuites	LTIP 2017 ⁽¹⁾	Sapient 2017 (4 ans)	Sapient 2017 (3 ans) ⁽²⁾
Date du Directoire	18/05/2017	15/06/2017	15/06/2017
Nombre d'actions attribuées à l'origine	678 450	240 048	287 952
Valorisation initiale de l'action attribuée (Moyenne pondérée, en euros)	59,38	61,48	60,36
Hypothèses :			
Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	65,50	67,10	67,10
Période d'acquisition (en années)	3	4	3

⁽¹⁾ Actions conditionnelles soumises à la réalisation d'objectifs fixés pour l'année 2017

⁽²⁾ Actions conditionnelles soumises à la réalisation d'objectifs fixés pour les années 2017, 2018 et 2019

Impact des plans de souscription ou d'achat d'actions et plans d'actions gratuites sur le résultat

Au total, l'impact sur le compte de résultat de l'exercice 2017 de ces plans s'élève à 55 millions d'euros hors impôt et charges sociales, contre 55 millions d'euros en 2016 (cf. Note 3 - Charges de personnel).

Pour ce qui est des plans d'actions gratuites attribuées sous condition de performance, dont les droits sont encore en cours d'acquisition au 31 décembre 2017, la probabilité d'atteinte des objectifs retenue pour l'exercice 2017 a été la suivante :

- Plan LTIP 2017 : 50 %
- Plan LTIP 2016-2018 (Directoire & Directoire +) : 50 %
- Plan Lionlead3 2016-2018 (Hors Directoire & Directoire +) : 75 %
- Plan LionLead3 2016-2018 (Directoire & Directoire +) : 75 %
- Plans Sapient 2015,2016 et 2017 (performance 3 ans) : 100 %

Note 29. Informations relatives aux parties liées

Opérations réalisées avec les parties liées

Le solde des opérations réalisées avec des parties liées est présenté ci-dessous et concerne principalement les entités OnPoint et ZAG en 2017 et OnPoint et Viva Tech en 2016 :

(en millions d'euros)	2017	2016
Créances	13	22
Dettes	-	7

Rémunération des dirigeants

Les dirigeants comprennent les personnes qui sont à la clôture, ou qui ont été, au cours de l'exercice clos, membres du Conseil de Surveillance et du Directoire.

(en millions d'euros)	2017	2016
Rémunération brute totale ⁽¹⁾	(10)	(10)
Avantages postérieurs à l'emploi ⁽²⁾	-	-
Autres avantages à long terme ⁽³⁾	6	1
Païement en actions ⁽⁴⁾	(2)	(2)

⁽¹⁾ Rémunérations, primes, indemnités, jetons de présence et avantages en nature payés au cours de l'exercice.

⁽²⁾ Variation des provisions pour retraites (impact net sur le compte de résultat).

⁽³⁾ Dotation/reprise aux provisions pour rémunérations et bonus conditionnels différés.

⁽⁴⁾ Charge enregistrée au compte de résultat au titre des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions ainsi que des plans d'actions gratuites de Publicis Groupe.

Par ailleurs, le montant global provisionné au 31 décembre 2017 au titre des avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme concernant les dirigeants s'élève à 1 millions d'euros. Ce montant était de 7 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Note 30. Evénements postérieurs à la clôture

Néant

Note 31. Honoraires des Commissaires aux Comptes et des membres de leur réseau

Les honoraires pris en charge par le Groupe au titre des exercices 2017 et 2016 pour chacun des commissaires aux comptes de Publicis Groupe SA s'élèvent à :

<i>(en millions d'euros)</i>	Ernst & Young				Mazars				Total			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Commissariat aux comptes												
Publicis Groupe SA (société-mère)	0,9	0,9	13%	13%	0,4	0,4	8%	8%	1,3	1,3	11%	11%
<i>Certification des comptes</i>	0,8	0,7			0,4	0,4			1,2	1,1		
<i>Autres services</i>	0,1	0,2			0	0			0,1	0,2		
Filiales	0,2	0,3	3%	4%	0,6	0,6	12%	13%	0,8	0,9	7%	8%
<i>Certification des comptes</i>	0,2	0,3			0,6	0,6			0,8	0,9		
<i>Autres services</i>	0	0			0	0			0	0		
Sous-total	1,1	1,2	16%	17%	1,0	1,0	20%	21%	2,1	2,2	18%	19%
Réseau												
<i>Certification des comptes</i>	5,3	5,3	78%	76%	3,7	3,7	74%	77%	9,0	9,0	76%	76%
<i>Autres services</i>	0,4	0,5	6%	7%	0,3	0,1	6%	2%	0,7	0,6	6%	5%
Sous-total	5,7	5,8	84%	83%	4,0	3,8	80%	79%	9,7	9,6	82%	81%
Total	6,8	7,0	100%		5,0	4,8	100%		11,8	11,8	100%	

Note 32. Liste des principales sociétés consolidées au 31 décembre 2017

A) Sociétés consolidées par intégration globale

Les sociétés ci-dessous sont les sociétés opérationnelles ayant un revenu 2017 d'au moins 10 millions d'euros.

Dénomination	% contrôle	% intérêt	Pays
Metrobus Publicité SA	67.00%	67.00%	France
Mediagare SNC	100.00%	67.00%	France
MediaRail SNC ⁽²⁾	100.00%	67.00%	France
Drugstore Champs Elysées SNC	100.00%	100.00%	France
Razorfish France SAS	100.00%	100.00%	France
Marcel SAS	100.00%	99.99%	France
Publicis Conseil SA	99.99%	99.99%	France
Publicis Consultants France SARL	99.99%	99.99%	France
Publicis Activ France SA	100.00%	99.95%	France
Leo Burnett SAS	100.00%	100.00%	France
Publicis Life Brands SA	100.00%	100.00%	France
Saatchi & Saatchi SAS ⁽²⁾	100.00%	100.00%	France
Publicis Media France SA ⁽¹⁾	100.00%	100.00%	France
Publicis Events SAS ⁽²⁾	100.00%	100.00%	France
Digitas LBi SAS	100.00%	100.00%	France
Independance Media SAS	100.00%	100.00%	France
Advance Marketing Services SAS	100.00%	100.00%	France
World Advertising Movies SAS	100.00%	100.00%	France
Publicis Webformance SAS ⁽²⁾	100.00%	100.00%	France
Publicis ETO SAS ⁽¹⁾	100.00%	100.00%	France
SCAP SARL	100.00%	100.00%	France
The Creative Counsel Pty Ltd	100.00%	70.35%	Afrique du Sud
MMS Communication South Africa Pty Ltd	100.00%	70.35%	Afrique du Sud
AKM3 GmbH	100.00%	100.00%	Allemagne
MetaDesign GmbH ⁽¹⁾	100.00%	100.00%	Allemagne
CNC AG	100.00%	100.00%	Allemagne
Zenithmedia Dusseldorf GmbH	100.00%	100.00%	Allemagne
Saatchi & Saatchi GmbH	100.00%	100.00%	Allemagne
Leo Burnett GmbH	100.00%	100.00%	Allemagne
Performics - Newcast GmbH	100.00%	100.00%	Allemagne
Starcom Mediavest Group Germany GmbH ⁽²⁾	100.00%	100.00%	Allemagne
Sapient GmbH	100.00%	100.00%	Allemagne
Publicis Pixelpark GmbH	100.00%	100.00%	Allemagne
Publicis Media GmbH	100.00%	100.00%	Allemagne
Pixelpark GmbH ⁽¹⁾	100.00%	100.00%	Allemagne
Abdulkader Suleiman El Khereiiji & Bro-thers Advertising Company	100.00%	100.00%	Arabie Saoudite
MMS Comunicaciones Argentina SRL	100.00%	100.00%	Argentine
Match Media Australia Ltd	100.00%	100.00%	Australie
Publicis Loyalty Pty Ltd	100.00%	100.00%	Australie
Saatchi & Saatchi Australia Pty Ltd ⁽¹⁾	100.00%	100.00%	Australie
Leo Burnett (VIC) Pty Ltd	100.00%	100.00%	Australie
Leo Burnett Pty Ltd	100.00%	100.00%	Australie
Starcom MediaVest Group Pty Ltd	100.00%	100.00%	Australie

Dénomination	% contrôle	% intérêt	Pays
Publicis Australia Pty Ltd	100.00%	100.00%	Australie
Sapient Razorfish Australia Pty Limited ⁽¹⁾	100.00%	100.00%	Australie
ZenithOptimedia Australia Pty Ltd	100.00%	100.00%	Australie
Proximedia SA	100.00%	100.00%	Belgique
DPZ&T Comunicação Ltda	100.00%	100.00%	Brésil
PBC Comunicação Ltda	100.00%	100.00%	Brésil
Leo Burnett Publicidade Ltda	99.99%	99.99%	Brésil
F/Nazca S&S Publicidade Ltda	98.00%	98.00%	Brésil
Talent Marcel Comunicação e Planejamento Ltda	99.78%	99.78%	Brésil
BRZ/Neogama Comunicacoes Ltda	100.00%	100.00%	Brésil
Leo Burnett Company Ltd	100.00%	100.00%	Canada
TMG MacManus Canada Inc	100.00%	100.00%	Canada
Publicis Canada Inc	100.00%	100.00%	Canada
Saatchi & Saatchi Advertising Inc	100.00%	100.00%	Canada
Sapient Canada Inc	100.00%	100.00%	Canada
GB/2 Inc	100.00%	100.00%	Canada
Nurun Inc	100.00%	100.00%	Canada
MMS Communications Chile SA	100.00%	100.00%	Chili
Shanghai Genedigi Brand Management Co Ltd ⁽¹⁾	100.00%	100.00%	Chine
Publicis Advertising Co. Ltd	100.00%	100.00%	Chine
Saatchi & Saatchi Great Wall Advertising Co. Ltd	100.00%	100.00%	Chine
Leo Burnett Shanghai Advertising Co. Ltd	100.00%	100.00%	Chine
Manning Selvage & Lee Public Relations Consultancy Beijing Co Ltd ⁽¹⁾	100.00%	100.00%	Chine
Publicis.Sapient China Co. Ltd	100.00%	100.00%	Chine
MMS Comunicaciones Colombia SAS	100.00%	100.00%	Colombie
Leo Burnett Inc ⁽¹⁾	100.00%	100.00%	Corée
Flip Media FZ LLC ⁽²⁾	100.00%	100.00%	Emirats Arabes Unis
Leo Burnett FZ LLC	100.00%	100.00%	Emirats Arabes Unis
Publicis Middle East FZ LLC	100.00%	100.00%	Emirats Arabes Unis
Publicis Media FZ LLC ⁽¹⁾	100.00%	100.00%	Emirats Arabes Unis
Blue449 Agencia de medios, SL ⁽¹⁾	100.00%	100.00%	Espagne
Starcom MediaVest Group Iberia SL	100.00%	100.00%	Espagne
Publicis Comunicacion Espana SL	100.00%	100.00%	Espagne
Zenith Media SL	100.00%	100.00%	Espagne
Vertiba LLC	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Expicient Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Run Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Rokkan Media LLC	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Moxie Marketing Services LLC ⁽¹⁾	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Televest Entertainment Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Martin Retail Group	70.00%	70.00%	Etats-Unis
Kekst & Company Inc ⁽¹⁾	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Publicis Hawkeye Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Leo Burnett Company Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Prodigious USA Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Publicis Health LLC ⁽²⁾	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Publicis Healthcare Solutions Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
MSLGROUP Americas Inc ⁽¹⁾	100.00%	100.00%	Etats-Unis

Dénomination	% contrôle	% intérêt	Pays
Publicis Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Publicis Media Inc ⁽¹⁾	100.00%	100.00%	Etats-Unis
VNC Communications Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Blue 449 Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
MediaVest Worldwide Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Saatchi & Saatchi North America Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Digitas Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Zenith Media Services Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Conill Advertising Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Saatchi & Saatchi X Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Leo Burnett Detroit Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Starcom Worldwide Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Apex Exchange LLC	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Sapient Corporation	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Sapient Government Services Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Mphasize LLC	100.00%	100.00%	Etats-Unis
La Comunidad Corporation	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Fallon Group Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Bartle Bogle Hegarty Inc ⁽¹⁾	100.00%	100.00%	Etats-Unis
3 Share Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Publicis Health Media LLC	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Alpha 245 Inc	100.00%	100.00%	Etats-Unis
LVL Sunset LLC ⁽¹⁾	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Denuo Ltd	100.00%	100.00%	Hong-Kong
MMS Communications Hungary Kft	100.00%	100.00%	Hongrie
Law & Kenneth Saatchi & Saatchi Pvt Ltd ⁽²⁾	100.00%	100.00%	Inde
TLG India Pvt Ltd	100.00%	100.00%	Inde
Publicis Communications Pvt Ltd ⁽²⁾	100.00%	100.00%	Inde
Sapient Consulting Pvt Ltd	100.00%	100.00%	Inde
PT. Star Reachers Indonesia	100.00%	51.00%	Indonésie
Super Push (Marketing Systems) Ltd	100.00%	98.04%	Israël
BBR Baumann Ber Rivnay Ltd	100.00%	98.04%	Israël
Zenith Italy Srl	100.00%	100.00%	Italie
Publicis Srl	100.00%	100.00%	Italie
Leo Burnett Company Srl	100.00%	100.00%	Italie
Publicis Sapient Italy Srl ⁽²⁾	100.00%	100.00%	Italie
Publicis Media Italy Srl ⁽²⁾	100.00%	100.00%	Italie
Beacon Communications KK	66.00%	66.00%	Japon
MMS Communications KK	100.00%	100.00%	Japon
Star Reacher Advertising (M) Sdn Bhd ⁽²⁾	100.00%	100.00%	Malaysia
MMS Communication Mexico SA de CV ⁽¹⁾	100.00%	100.00%	Mexique
Lion Communications Mexico SA de CV	100.00%	100.00%	Mexique
Starcom Worldwide SA de CV	100.00%	100.00%	Mexique
MMS New Zealand Ltd	100.00%	100.00%	Nouvelle-Zélande
Publicis Media Norway AS ⁽¹⁾	100.00%	90.10%	Norvège
MMS Communications Netherlands BV	100.00%	100.00%	Pays-Bas
DMX Media BV	100.00%	100.00%	Pays-Bas
Publicis Asociados S.A.C ⁽²⁾	100.00%	100.00%	Pérou

Dénomination	% contrôle	% intérêt	Pays
Publicis Jimenez Basic Inc	100.00%	80.22%	Philippines
ZenithOptimedia Group sp z.o.o ⁽²⁾	100.00%	100.00%	Pologne
Interactive Solutions Sp. z.o.o	100.00%	100.00%	Pologne
Starcom sp z.o.o	100.00%	100.00%	Pologne
MMS Communication s.r.o ⁽²⁾	100.00%	100.00%	République Tchèque
Langland Ltd	100.00%	100.00%	Royaume-Uni
Seven Seconds Ltd ⁽²⁾	81.00%	81.00%	Royaume-Uni
Walker Media Ltd ⁽¹⁾	75.87%	75.87%	Royaume-Uni
MSL Group London Ltd	100.00%	100.00%	Royaume-Uni
Publicis Ltd	100.00%	100.00%	Royaume-Uni
Saatchi & Saatchi Group Ltd	100.00%	100.00%	Royaume-Uni
ZenithOptimedia Ltd ⁽¹⁾	100.00%	100.00%	Royaume-Uni
Leo Burnett Ltd	100.00%	100.00%	Royaume-Uni
PG Media Services Ltd	100.00%	100.00%	Royaume-Uni
Publicis Healthcare Communications Group Ltd	100.00%	100.00%	Royaume-Uni
Prodigious UK Ltd ⁽²⁾	100.00%	100.00%	Royaume-Uni
ZenithOptimedia International Ltd	100.00%	100.00%	Royaume-Uni
Digital & Direct Communications Ltd	100.00%	100.00%	Royaume-Uni
Sapient Limited UK	100.00%	100.00%	Royaume-Uni
DigitasLBI Ltd	100.00%	100.00%	Royaume-Uni
CNC Communications & Network Consulting Ltd	100.00%	100.00%	Royaume-Uni
BBH Partners LLP	100.00%	100.00%	Royaume-Uni
Star Reachers LLC	100.00%	100.00%	Russie
Publicis Groupe Media Eurasia LLC	100.00%	100.00%	Russie
MMS Communications Singapore Pte Ltd	100.00%	100.00%	Singapour
Sapient Consulting (Singapore) Pte Ltd ⁽²⁾	100.00%	100.00%	Singapour
BBH Communications (Asia Pacific) Pte Ltd	100.00%	100.00%	Singapour
DigitasLBI Sverige AB	100.00%	100.00%	Suède
Publicis Media Sweden AB	100.00%	100.00%	Suède
Publicis Media Switzerland AG ⁽¹⁾	100.00%	100.00%	Suisse
Sapient Switzerland GmbH ⁽²⁾	100.00%	100.00%	Suisse
Leo Burnett SA Switzerland	100.00%	100.00%	Suisse
Publicis Communications Schweiz AG	100.00%	100.00%	Suisse
Leo Burnett Company Ltd ⁽²⁾	100.00%	100.00%	Taiwan
Denuo Ltd Taiwan Branch	100.00%	100.00%	Taiwan
Star Reachers Group Company Ltd	100.00%	100.00%	Thaïlande

(1) Changement de dénomination sociale.

(2) Sociétés figurant dans la liste 2017 qui ne figuraient pas dans la liste 2016.

B) Principales sociétés consolidées par mise en équivalence

Dénomination	% contrôle	% intérêt	Pays
Burrell Communications Group	49.00%	49.00%	Etats-Unis
Jana Mobile Inc	21.00%	21.00%	Etats-Unis
OnPoint Consulting Inc ⁽¹⁾	100.00%	100.00%	Etats-Unis
Somupi SA	34.00%	34.00%	France
Matomy Media Group Ltd	24.90%	24.90%	Israël
Insight Redefini Ltd	25.00%	25.00%	Nigeria

(1) Cette entité bien que détenue à 100% n'est cependant pas contrôlée par le Groupe qui n'a qu'une influence notable